



Qualifié OPQCM



LE GRAND LYON

Études chronologiques sur la métropole lyonnaise

Emile HOOGE
Décembre 2003

SOMMAIRE

<u>METROPOLE INNOVANTE</u>	3
<u>Innovations aux multiples facettes</u>	4
<u>L'enseignement supérieur et la recherche, quel formidable potentiel d'innovation !</u>	7
<u>Les politiques et les dispositifs d'accompagnement pour le développement de l'innovation</u>	9
<u>Comment se constitue une métropole innovante : exemple d'un réseau d'innovation pédagogique en émergence</u>	11
<u>Comment se constitue une métropole innovante : exemple du rayonnement lyonnais en matière d'innovation sociale</u>	13
<u>METROPOLE EN SEDUCTION</u>	15
<u>Permanence et renouveau de l'identité lyonnaise</u>	16
<u>Fête des Lumières : la ferveur religieuse est transformée en engouement touristique ?</u>	17
<u>Un engagement fort de Lyon pour mieux répondre aux enjeux du tourisme urbain</u>	21
<u>L'animation culturelle dans la métropole</u>	24
<u>L'approche lyonnaise du Patrimoine</u>	27
<u>Lyon et ses fleuves : une ressource unique à valoriser</u>	29
<u>METROPOLE INFLUENTE</u>	30
<u>Richesse de la vie intellectuelle et spirituelle comme source de rayonnement</u>	31
<u>Attirer des grands centres de décision ou développer d'autres lieux d'influence ?</u>	33
<u>Construire des clusters performants pour une influence ciblée</u>	36
<u>ENJEUX METROPOLITAINS ET GOUVERNANCE</u>	38
<u>Enjeux métropolitains : les dimensions sociales et environnementales</u>	39
<u>La construction difficile d'une gouvernance métropolitaine</u>	42

METROPOLE INNOVANTE

Innovations aux multiples facettes

La capacité d'innovation d'une métropole est souvent jaugée uniquement à l'aune de son niveau d'investissement en recherche et développement et à la renommée de ses laboratoires. Pourtant, si l'on observe avec attention les phénomènes d'innovation à Lyon, force est de constater la grande variété de formes qu'elle peut prendre. Outre les nouvelles technologies qui s'y développent, notre agglomération est à l'origine de changements sociaux, elle participe activement à de petites révolutions commerciales, et même ses institutions sont souvent à la pointe du progrès.

Des innovations technologiques de portée mondiale sont nées à Lyon

1895 : Les Frères Lumière déposent le brevet d'une caméra qui permet de capturer des images animées mais aussi de projeter des films : le cinématographe est né. Ils tournent alors le premier film documentaire à Monplaisir et le projettent à l'écran. Lyon devient le berceau mondial du cinéma.

1953 : SEB lance la fameuse Cocotte-Minute, et inaugure une nouvelle façon de cuisiner à la maison. Toujours à la pointe de l'innovation, SEB renouvelle aujourd'hui 30% de sa gamme tous les ans. La Recherche et Développement est ainsi au cœur de la stratégie du numéro un mondial du petit électroménager. En 2003, date du 50^{ème} anniversaire de sa création, 87% des foyers possèdent une cocotte Seb.

1991 : Le nouveau métro automatique à grand gabarit est inauguré à Lyon. Cette première mondiale contribue à la renommée de la ville dans le monde entier.

2001 : Soutenu par l'ANVAR et par Créalys, Renaud Nalin crée LibraGen. Cette entreprise a conçu une nouvelle plate-forme « Métagénomique » qui permet d'étudier des micro-organismes bactériens non exploités à ce jour, car non cultivables, et d'utiliser leur information génétique (ADN) pour développer de nouvelles molécules à potentiel thérapeutique. Aujourd'hui 70% des antibiotiques existants sont issus de moins de 1% des différentes bactéries connues. Le pari de LibraGen est de travailler sur les 99% restantes pour rechercher de nouvelles molécules d'origine naturelle, et contribuer ainsi aux progrès de la médecine, notamment en oncologie. Cette innovation a suscité un fort intérêt de la part de l'industrie pharmaceutique et des sociétés de biotechnologie. D'importants partenariats de recherche et de licence ont d'ores et déjà été mis en place.

2003 : Brochier Soierie lance les premiers tissus éclairants. Grâce à un mélange de fibres optiques et de tissus classiques, ils diffusent de la lumière par des micro-perforations. Ses applications pourraient être nombreuses : équipement pour des voitures, écrans textiles publicitaires, vêtements à usage sécuritaire ou thérapeutique...

De nouvelles manières de faire du commerce sont nées à Lyon

1420 : Lyon est déjà une des premières villes de France pour le commerce. Elle possède deux foires qui seront portées au nombre de quatre en 1463 et qui donnent à l'agglomération une vitalité qui déborde sur les régions voisines. Le brassage de capitaux attire les grandes banques d'Italie, qui implantent à Lyon des succursales. Lyon devient alors le premier centre français du change.

1905 : Dans son usine de Vénissieux, Marius Berliet est le premier constructeur à produire en série des voitures entièrement terminées. L'année suivante, il entrevoit déjà les possibilités que pourraient offrir des véhicules utilitaires de transport et fabrique le premier camion français. Devenu depuis Renault Trucks, l'entreprise innove sans cesse sur la qualité et les processus de production, contribuant ainsi à faire de Lyon la capitale du poids lourd.

1916 : La première Foire Internationale d'Échantillons de Lyon, imitée ensuite par de nombreuses villes, a su imposer un nouveau concept de foire qui a fait sa renommée pendant plus de 50 ans. Pour la première fois, sur un même lieu, sont présentés des échantillons de produits de tous types (matières premières, produits manufacturés), venant de différentes régions du monde. En 1919, la Foire regroupe 4 700 exposants (dont 1 500 étrangers) et accueille aussi bien des professionnels qui passent commande, que le grand public qui vient admirer les échantillons.

1927 : La société Locamion, née à Lyon, lance un nouveau concept sur le marché français : la location de véhicules utilitaires aux entreprises, qui peuvent ainsi externaliser leur parc de véhicules.

1964 : La société Ecco révolutionne la gestion des entreprises en y introduisant le concept de travail temporaire. Depuis sa fusion avec Adia, le groupe porte le nom d'Adecco. Il est aujourd'hui leader mondial des services en Ressources Humaines.

1966 : Après avoir inventé le concept d'hypermarché en 1963, Carrefour ouvre trois magasins de ce genre nouveau sur une surface n'excédant pas 2600 m². Mais en 1966, l'ouverture de l'hypermarché de Vénissieux sur 10 000 m² amorce une nouvelle stratégie. Cette "usine à vendre" stupéfie l'opinion avec ses 2 000 places de parking, ses 50 caisses, ses 20 000 produits et ses 2 500 chariots. Le jour de l'inauguration, un bouchon de 12 km se forme sur le périphérique lyonnais. Les années 2000, symbole de la révolution Internet, prennent un nouveau virage : le géant de la distribution teste en réel à Lyon son nouveau supermarché en ligne, Ooshop.

1969 : Basée à Civrieux d'Azergues, la société Toupargel effectue un virement stratégique et développe une nouvelle forme de distribution de produits surgelés à domicile grâce à des camions-magasins. Dans les années 70, Toupargel a été un des premiers à pratiquer la vente par téléphone. En 2000, elle a lancé son site internet de vente en ligne. Toujours en quête de nouvelles manières de vendre, Toupargel, dont le siège est resté dans l'agglomération lyonnaise, est aujourd'hui leader sur son marché en France.

1975 : Le Centre commercial de la Part Dieu est inauguré. C'est la première fois qu'en Europe on réalise un centre commercial de cette dimension en centre ville : 200 000 m² dont 100 000 m² pour 260 magasins. L'exemple lyonnais sera très vite copié par beaucoup d'autres.

1977 : Des tisseurs lyonnais fondent une entreprise, Première Vision, pour promouvoir l'industrie du textile habillement à diffusion internationale. Pour cela, ils inventent un nouveau concept de salon professionnel. Les tendances de la mode sont analysées par l'Observatoire International de Première Vision et validées par des réunions de Concertation avec tous les acteurs de la filière avant d'être présentées sur le salon.

1980 : Maxi-Livres invente à Lyon la vente de livres neufs à prix réduits, et reste aujourd'hui le leader français sur ce marché.

Des innovations qui changent la société sont nées à Lyon

1806 : En France, le premier conseil de prud'hommes est né à Lyon à l'issue d'une rencontre entre Napoléon et la chambre de commerce de Lyon, à la demande des fabricants de soieries.

1929 : Le quartier des États-Unis est le plus grand ensemble d'Europe construit de manière homogène par Tony Garnier pour abriter le peuple ouvrier issu de l'industrialisation. En 1988, ce quartier est encore à la pointe de l'innovation. En effet, sa réhabilitation s'est accompagnée d'un projet artistique gigantesque : 5 500 m² de fresques murales forment le Musée urbain Tony Garnier et font la fierté de tous les habitants.

1983 : La Fondation Mérieux ouvre le Centre de Formation Bioforce. Enfin une véritable professionnalisation des spécialistes de l'humanitaire. Cette « Bioforce » interviendra dans le monde entier pour lutter contre les maladies infectieuses.

1989 : Jean-Claude Lavorel crée LVL Médical, pour être le premier sur un marché émergent : l'assistance respiratoire à domicile. A partir de 1997, la société se distingue encore et propose une prise en charge globale du patient réellement innovante, intégrant à sa gamme de services la perfusion à domicile et le maintien à domicile. Leader et pionnier en France, LVL Médical se lance depuis 1999 à la conquête du marché européen et propose son nouveau savoir-faire en Allemagne et au Royaume Uni.

1996 : Le Conseil Municipal des Jeunes de la Ville de Lyon est instauré par Raymond Barre. Il permet de sensibiliser les jeunes à une démarche et une implication de citoyen au sein de la cité et de donner la parole aux jeunes.

2000 : L'hôpital St Joseph-St Luc est reconstruit. Les patients vont y être regroupés par durée de séjour et non pas, comme cela se fait habituellement, par spécialité médicale.

Des innovations dans la façon de penser les institutions sont nées à Lyon

1974 : Création de l'Aderly, première agence de développement économique issue d'un partenariat aussi large entre la CCI, le Grand Lyon, le Conseil Général et le MEDEF. Ces organisations ont souhaité faire converger leurs ambitions et unir leurs moyens pour promouvoir l'agglomération en France comme à l'étranger, mais aussi pour accompagner les projets des entreprises qui choisissent de s'y implanter.

1992 : Lyon se dote d'un projet d'agglomération « Lyon 2010 » qui intègre pour la première fois en France une vision politique à un classique schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme.

1994 : La métropole lyonnaise est la première en France à mettre en place une véritable plate-forme multimodale combinant l'aéroport de Lyon Satolas avec une nouvelle gare TGV.

1997 : Le Grand Lyon met en place une nouvelle démarche de prospective collective : Millénaire 3. Son but est de faire vivre le débat public d'agglomération sur tous les sujets de société importants et d'élaborer avec les institutions et la société civile le projet de développement global et durable de la métropole.

1997 : L'agglomération lyonnaise a été la première en France à adopter un Plan de Déplacement Urbain (PDU) pour améliorer les conditions de circulation et de transport en ville.

2002 : Le projet de l'Université Internationale de Développement Durable est présenté au sommet de la terre de Johannesburg. Il s'agit de constituer d'ici 2006 un réseau mondial de 24 "centres de compétences" pour mieux faire connaître et appliquer les principes du développement durable. La tête de ce réseau sera basée à Lyon (Université Claude Bernard), sous l'égide d'une chaire UNESCO.

2003 : Pour éviter l'attente téléphonique au standard des administrations, la préfecture de la région Rhône-Alpes a mis en place un nouveau numéro : le 3939. Ce service, confié à la société privée Phone Marketing, permet aux usagers d'obtenir une réponse rapide à tout renseignement administratif dans tous les domaines : agriculture, éducation nationale, consommation, justice, logement, urbanisme, impôts, santé, travail etc.

L'enseignement supérieur et la recherche, quel formidable potentiel d'innovation !

Après l'Île de France, Rhône-Alpes est aujourd'hui la région qui possède la plus forte densité de grandes écoles et d'universités. Pourtant, Lyon n'est pas une très ancienne ville universitaire ; les grandes universités et les écoles d'état se sont, pour la plupart, installées au cours du 19^{ème} siècle. C'est donc à cette époque que naît un dispositif d'enseignement supérieur complet avec la création de nombreuses écoles professionnelles grâce à des initiatives locales. A la fin du 20^{ème} siècle, la dynamique s'est renforcée, de nouvelles écoles ont été créées, d'autres se sont regroupées et un vaste mouvement de délocalisations publiques de grandes écoles a permis de conforter Lyon comme premier pôle d'enseignement supérieur et de recherche après Paris. Pourtant, ce pôle riche et bien structuré place-t-il réellement Lyon au rang de métropole européenne ? Ne doit-il pas encore confirmer sa capacité à innover et surtout s'ouvrir sur l'extérieur pour rayonner d'avantage ?

La construction progressive d'un dispositif complet d'enseignement supérieur

1762 : Claude Bourgelat, membre de l'académie des Sciences, ayant participé à la rédaction de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert, est le spécialiste de l'art équestre. Il reçoit du Roi l'autorisation d'ouvrir une École où l'on enseignerait publiquement les principes et les méthodes de guérir les maladies des bestiaux" : ainsi voit le jour la première école vétérinaire française.

Au cours du 19^{ème} siècle, toutes les universités se sont implantées à Lyon : facultés de médecine et de pharmacie, de lettres, de sciences, de droit et également la faculté catholique. Ce démarrage des universités a été laborieux, alors que les écoles d'enseignement supérieur étaient très dynamiques.

A la fin du 19^{ème} siècle, de nombreuses structures d'enseignement technique sont mises en place. Des écoles d'Etat sont créées telles que l'École du Service de Santé Militaire (1888), mais aussi des écoles municipales, l'École Française de Tannerie (1889) ou celles fondées par des industriels et la CCI : l'École de la Martinière (« école des sciences et arts industriels ») (1832), École Centrale (1857), la Société d'Enseignement Professionnel du Rhône (1857), École Supérieure de Commerce (1872) ...

La force des délocalisations publiques

1948 : Création de l'Institut d'Études Politiques de Lyon, due à la volonté de décentraliser les études politiques dispensées jusque là à l'École Libre des Sciences politiques de Paris (devenu Institut d'Études Politiques de Paris). Dans les années 1970, l'IEP Lyon est intégré à l'Université Lyon 2.

1974 : L'ENSB (Ecole Nationale Supérieure de Bibliothécaires) est transférée à Villeurbanne. En 1992 elle devient l'ENSSIB (Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques). Elle dispense un enseignement voué à former des cadres de bibliothèques et des ingénieurs de centres de documentation.

1975 : Fondée en 1954 et installée à Paris, l'ENTPE (Ecole Nationale des Travaux Publics de l'Etat) est délocalisée à Vaulx en Velin sur un campus commun avec l'école d'architecture. Cette école dépend du ministère de l'équipement, des transports et du logement et forme des ingénieurs dans tous les champs de l'aménagement de l'espace, bâtiments, travaux publics, environnement, transports, urbanisme, politique de la ville...

1987 : L'ENS Sciences est transférée à Gerland. En s'installant à Lyon, l'ENS a pour mission de développer une activité de recherche en mettant ses étudiants à proximité des grands laboratoires de Lyon. Des disciplines nouvelles s'implantent dans la ville comme la stéréochimie, l'informatique et la physique (qui avait perdu de son importance face à Grenoble).

1988 : L'École Supérieure de Police (ESP) est basée à St Cyr au Mont d'Or, elle assure pour toute la France la formation initiale et continue des commissaires de police.

1997 : La rue Blanche déménage à Lyon et devient l'ENSATT (Ecole Nationale Supérieure des Arts et Techniques du Théâtre).

2000 : L'ENS Lettres et Sciences Humaines s'implante à Lyon.

La polarisation géographique de l'enseignement et de la recherche

1998 : Le Plan d'Action Technopole du Grand Lyon propose de structurer géographiquement les pôles technologiques de l'agglomération, regroupant ainsi des écoles, des laboratoires publics et privés, des entreprises et des centres techniques (biotechnologies à Gerland, textile et NTIC dans l'ouest lyonnais, sciences humaines et environnement à la Porte des Alpes, santé à Rockefeller, sciences de l'ingénieur à la Doua, ville et aménagement à Vaulx-en-Velin, sciences humaines à Lyon Centre).

2002 : Reconstruction à Vaise du grand centre de formation de la CCI. Dans le même temps, un certain nombre d'écoles professionnelles se sont implantées à proximité : le lycée privé Jehanne de France pour l'hôtellerie et le social, l'Ecole Nationale d'Assurance et l'Institut Supérieur Commercial d'Assurance, l'Atelier d'Apprentissage de Gorge de Loup, les formations bureautiques du groupe IGS... L'Université Professionnelle Internationale, commune à trois groupes associatifs d'écoles (groupe IGS, IDRAC et 3A), accueillera dans ce même quartier quelque 5 000 étudiants dès 2004.

Un pôle qui se structure progressivement

1992 : 5 écoles d'ingénieurs privées se regroupent pour former l'Institut Polytechnique de Lyon (IPL). Il s'agit de l'ITECH (Institut Textile et Chimique), l'ESCIL (Ecole Supérieure de Chimie Industrielle de Lyon), l'ISARA (Institut Supérieur d'Agriculture Rhône-Alpes), l'ICPI (Institut de Chimie et de Physique Industrielle) et l'ECAM (Ecole Catholique des Arts et Métiers).

1993 : Les 3 universités lyonnaises, l'Ecole Centrale, l'INSA et l'ENS Sciences créent le PUL (Pôle Universitaire Lyonnais) qui promeut ainsi à l'étranger un label unique « Université de Lyon ».

1999 : Les partenaires du PUL se mobilisent pour fonder un Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle : « la Pagode ». Il organise des manifestations scientifiques et anime le réseau départemental des acteurs de la culture scientifique et technique.

Des projets pédagogiques innovants émergent à Lyon

1957 : L'École de l'INSA (Institut National Supérieur des Sciences Appliquées) a toujours proposé à ses élèves ingénieurs d'élargir leurs horizons et de s'ouvrir sur le monde. En 1991 elle crée un premier cycle européen, Eurinsa, ouvert aux étudiants étrangers. Elle serait ainsi devenue, selon une enquête de la Vie Universitaire, l'école française la plus internationale avec 21 % d'étudiants étrangers, issus de 72 nationalités différentes. Pour compléter cette ouverture, l'INSA offre également des cursus sports-études, théâtre-études et musique-études.

2003 : emlyon.net est une entité d'EM Lyon en charge du développement du e-learning. emlyon.net intègre en plus des modules de formation, des éléments de gestion de carrière et un « knowledge center ». Dès 2004 l'intégralité d'un programme de management sera proposé en ligne.

Voir également la chronologie « Comment se constitue une métropole innovante, l'exemple de l'éducation »

Les politiques et les dispositifs d'accompagnement pour le développement de l'innovation

Les dispositifs classiques d'aide à l'innovation (programmes européens PCRD, aides de l'ANVAR, contrats CIFRE, crédit impôt recherche, fond d'innovation du Conseil Général, avances remboursables du Conseil Régional, l'ARIST des chambres de commerce...) offrent certes aux créateurs et aux entreprises innovantes les moyens de développer leurs projets. Mais la dynamique métropolitaine d'innovation est surtout le fait d'acteurs très variés (des collectivités locales, des fondations, des associations, des entreprises privées...) qui se sont mobilisés, souvent en partenariats, pour apporter leur soutien à des démarches d'innovation, de recherche ou de création d'entreprise.

1917 : Dès le début du siècle, la Fondation Scientifique de Lyon et du Sud-Est, créée par des industriels et institutionnels régionaux, avait comme objectif d'encourager et de développer l'enseignement des sciences appliquées à l'industrie. Aujourd'hui, ses actions sont très variées : réflexion prospective sur la bioéthique, soutien à la création d'entreprises, diffusion des connaissances. En 1999 elle est notamment à l'origine de BioVision, premier forum mondial des Biotechnologies.

1967 : La Fondation Marcel Mérieux contribue de manière désintéressée à la recherche, la formation et l'information dans le domaine de la biologie, de la vaccinologie, de l'immunologie...

1977 : SIPAREX, fondé à Lyon, devient rapidement un des tous premiers groupes français indépendants de Private Equity. Mais, en plus d'apporter aux entreprises des capitaux pour se développer, le Club SIPAREX, véritable réseau d'échanges et de conseil, regroupe entreprises et investisseurs pour stimuler des projets innovants.

1980 : Une délégation régionale de l'ANVAR est ouverte à Lyon pour engager une politique active de collaborations au niveau régional.

1988 : La Fondation Rhône-Alpes Futur a été créée par un groupe d'industriels, de banquiers et d'universitaires qui souhaitent participer au développement économique et à l'innovation dans leur région par le rapprochement entre la recherche et l'industrie. Elle organise des débats thématiques, des conférences, des journées de rencontre qui permettent aux chercheurs régionaux d'exposer leurs travaux à des financeurs ou des industriels pour trouver des débouchés concrets. Le rendez-vous biennal « Economie et Santé » permet par exemple aux décideurs de faire le point sur la maîtrise des dépenses de santé.

1988 : L'INSA fonde une société anonyme, Insavalor, qui offre aux entreprises de toutes tailles et de tous secteurs les compétences de ses laboratoires pour que leurs recherches trouvent de réels débouchés professionnels.

1988 : Issu d'un partenariat entre la CCI et les collectivités locales (Conseil Général, Grand Lyon), le programme Novacité est lancé pour accompagner la création d'entreprises à vocation industrielle et d'entreprises innovantes. Les candidats retenus sont hébergés dans des pépinières d'entreprises : Novacité Alpha (Villeurbanne), Oméga (Lyon) ou Delta (Ecully). Outre des locaux adaptés, ces pépinières offrent aux jeunes pousses conseil, expertise, coaching et suivi personnalisé. Depuis 1994 elles bénéficient d'ailleurs du label B.I.C. (Business Innovation Center).

1991 : L'université Lyon 1 crée EZUS, une société anonyme destinée à valoriser le savoir-faire des 2500 chercheurs de l'université dans la création de produits pour les entreprises.

1991 : Le Fonds Jacques Cartier a été constitué à Lyon à l'initiative du Centre Jacques Cartier, du Conseil Général du Rhône et de deux partenaires Québécois (Hydro-Québec et Mouvement des Caisses Desjardins) pour favoriser le développement de la recherche dans tous les domaines et notamment les synergies franco-québécoises.

1997 : Depuis cette date, les journées Capital Link sont organisées tous les ans par l'association Lyon Infocité, la CCI, l'ANVAR et Crealys. Elles réunissent plus de 200 participants, entrepreneurs et investisseurs dans le domaine des nouvelles technologies. De nombreux projets innovants sont présentés et trouvent ainsi un soutien technique ou financier nécessaire à leur développement.

1997 : Instauré par ELF en partenariat avec l'Ecole supérieure de Chimie Physique Electronique, « Entreprendre Elf-CPE » est un concours ouvert aux créateurs d'entreprises qui développent des techniques innovantes. Les lauréats bénéficient pendant 5 ans d'un suivi logistique adapté à leurs besoins.

1998 : Le plan d'action pour une métropole technopolitaine est lancé. Il permet au Grand Lyon de mobiliser en partenariats près de 200 acteurs locaux de l'enseignement supérieur, de la recherche, du monde économique et des institutions. Il s'agit de valoriser le potentiel de matière grise et d'innovation de l'agglomération pour assurer son développement économique.

1999 : Le Conseil Régional Rhône-Alpes prend un nouvel engagement fort en faveur de l'innovation. Le Dispositif « Mille et un talents » soutient financièrement 1000 projets de création d'entreprise par an et le « Trophée Rhône-Alpes des jeunes créateurs d'entreprises » récompense chaque année quatre lauréats avec des prix d'une valeur de 5 à 12000 €.

1999 : L'incubateur Créalys accompagne des projets de création d'entreprises innovantes valorisant les recherches des laboratoires de la région. Financé par l'État, le Grand Lyon et le Conseil Régional, Créalys est aujourd'hui le premier incubateur d'entreprises de France. Il a notamment lancé le tiers des nouvelles entreprises de biotechnologie de l'Hexagone.

2002 : La « Maison de l'entrepreneuriat » est ouverte à Ecully. Elle regroupe dans un même lieu l'association Vouloir Entreprendre pour stimuler l'enseignement de l'entrepreneuriat dans les universités et les écoles, le Centre des Entrepreneurs d'EM LYON pour accompagner de manière opérationnelle des projets de création d'entreprises, ainsi qu'une pépinière de 500 m² pour héberger des jeunes pousses.

Comment se constitue une métropole innovante : exemple d'un réseau d'innovation pédagogique en émergence

La métropole lyonnaise est une des plates formes française en matière d'innovation pédagogique. Cette capacité à inventer de nouvelles méthodes, tester des idées originales et diffuser ses savoir-faire s'appuie certes sur un tissu d'établissements de renom (Universités, EC Lyon, EM LYON, ENS Sciences, ENS Lettres et Sciences Humaines, INSA...) mais aussi sur un milieu innovateur très riche et varié. L'innovation pédagogique à Lyon c'est bien sûr l'arrivée de l'Institut National de Recherche Pédagogique mais aussi une multitude d'initiatives publiques, des structures associatives militantes ou même des entreprises privées originales qui ont émergé très rapidement et qui mettent en avant les différentes facettes de l'innovation en matière d'éducation. A présent, l'enjeu est de transformer ces initiatives dispersées en un réseau animé et rayonnant pour développer tous ces axes d'innovation. Peut-être manque-t-il aussi à Lyon une entreprise leader ou un événement de portée internationale ?

Innover à Lyon c'est faire évoluer l'école

1988 : Le Lyonnais Philippe Meirieu est appelé à participer à la commission nationale de mise en place des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres. Puis de 1990 à 1993, il est membre du Comité National des Programmes avant de diriger l'Institut National de Recherche Pédagogique de 1998 à 2000. Ses travaux sur la pédagogie et les apprentissages ont souvent contribué à l'évolution du système éducatif sur le plan national.

1990 : La nomination à Lyon du recteur Bancel fait preuve d'une forte volonté de soutien à l'innovation dans l'académie ; si bien que ses propositions sont reprises dans les plans nationaux (à partir de 1994) et donnent lieu à la création du Service Académique de la Formation Continue et de l'Innovation (en 1998).

1994 : L'Académie de Lyon crée le Centre Académique de Ressources pour l'Informatique Pédagogique (CARIP) pour accompagner la révolution pédagogique numérique qui se diffuse dans tous les établissements de l'agglomération.

1995 : Le Centre Michel Delay est fondé au sein de l'IUFM de l'académie de Lyon pour développer la recherche et la formation des enseignants sur les questions de violence scolaire, de scolarisation des enfants du voyage...

1996 : Le département du Rhône se lance dans une expérimentation pédagogique majeure : "la Main à la pâte" propose une nouvelle manière d'enseigner les sciences aux enfants fondée sur la manipulation. Avec l'ADEMIR, de nombreuses écoles pilotes à Vaulx-en-Velin participent au projet qui se généralise rapidement dans toute la France.

1997 : Les Entretiens Pédagogiques de Vaulx-en-Velin accueillent chaque année depuis 1997 plus de 500 chercheurs, enseignants, bibliothécaires ou éducateurs pour partager leurs expériences et leurs travaux. Cette manifestation est organisée en partenariat avec la ville de Vaulx-en-Velin, l'INRP, l'ENTPE et l'Ecole d'Architecture.

2002-2004 : La délocalisation progressive de la bibliothèque puis des laboratoires de recherche de l'Institut National de Recherche Pédagogique (INRP) renforce la position nationale du pôle lyonnais de recherche et d'innovation en matière pédagogique.

Innover à Lyon c'est éduquer en dehors de l'école

1972 : Depuis sa création, la ludothèque Quai des Ludes développe une nouvelle approche de la pédagogie par le jeu. Aujourd'hui, elle est même reconnue en France grâce à un centre de formation pour les éducateurs, les ludothécaires, les animateurs, les enseignants et les distributeurs.

1981 : L'Association pour le Développement de la Micro-Informatique et des Réseaux (ADEMIR) est issue des clubs informatiques créés par des enseignants dans les années 70 pour accueillir des enfants après l'école. Pionnière dans l'initiation et la formation aux nouvelles technologies, elle est aujourd'hui un lieu ressource ouvert à tous les publics.

1995 : Le Planétarium de Vaulx-en-Velin est ouvert. C'est un espace entre science et loisir qui veut faire découvrir les sciences de l'univers et l'astronomie au grand public, par des moyens de communication modernes et originaux. Les spectacles sont suivis d'un entretien avec l'animateur scientifique.

1998 : L'association Ebulliscience ouvre une salle de découverte scientifique vraiment originale où le visiteur est mis en position de chercheur. Place à la curiosité, à l'imagination et au sens critique !

1999 : Le Pôle Universitaire de Lyon (PUL) se dote d'un Centre de Culture Scientifique, Technique et Industrielle « la Pagode » sous forme d'association. Il organise des manifestations pour le grand public et anime le réseau départemental des acteurs de la culture scientifique et technique.

Innover à Lyon c'est offrir l'éducation à tous

1987 : Le CREFE (Centre de Ressources Enfance Famille Ecole) est créé par le F.A.S. (Fonds d'Actions Sociales) et soutient l'innovation dans les domaines de l'accompagnement scolaire, de la petite enfance, de l'intégration des populations issues de l'immigration et de l'éducation.

1991 : L'Espace Formateurs est né avec le soutien de la DRTEFP, de la Région Rhône-Alpes et du FAS. Ce centre régional de ressources pédagogiques est devenu une véritable plaque tournante de l'information, de l'ingénierie et de l'expérimentation, favorisant les échanges avec les entreprises, les organismes de formation, les concepteurs et les formateurs qui travaillent avec des publics en insertion ou en évolution professionnelle.

2000 : L'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) est un groupement d'intérêt public créé pour appuyer la loi d'orientation relative à la lutte contre l'exclusion. Elle doit fédérer les actions menées par l'Etat, les collectivités locales et les entreprises en matière de lutte contre l'illettrisme.

Innover à Lyon c'est éduquer tout au long de la vie

1984 : L'Association Recherche et Développement Multimédia Interactif (ARDEMI) est fondée avec le soutien du Conseil Régional et de l'Etat pour expérimenter la mise en place de formations à distance pour les habitants de la région. Aujourd'hui, l'ARDEMI coordonne un véritable « e-campus Rhône-Alpes » avec un important catalogue des formations disponibles. De plus, l'association regroupe une cinquantaine d'institutions et d'organismes de formation pour développer des produits de formation multimédias en mutualisant les coûts.

1996 : L'association Doc Forum est créée pour animer un réseau permanent d'acteurs dans les domaines de la gestion du savoir, de la documentation, de l'édition, du e-learning... Elle organise régulièrement des journées d'études ainsi qu'un salon professionnel et grand public sur ces thématiques. Doc Forum fait ainsi la promotion d'une nouvelle approche de l'éducation qui se fait tout au long de la vie et jusque dans l'entreprise.

1998 : La société Synergie 3R est créée et devient rapidement une des références européennes en matière de plate-forme de e-learning. Malheureusement, la concurrence d'entreprises multinationales ou américaines sur ce marché très disputé et exigeant en matière de R&D a contraint S3R à la liquidation judiciaire en 2003. D'autres entreprises lyonnaises s'étaient engagées dans ce secteur, suivant cette lancée et proposaient notamment des contenus ou des services de formation à distance. On peut ainsi remarquer Arkesis-Atlantis, Axco, Cinrel, Gaia etc. En espérant que ces sociétés n'aient pas le même destin que le leader lyonnais.

1998 : Théorom est une start-up lyonnaise qui innove en développant des interfaces de reconnaissance vocale destinées au e-learning. Elle apporte une technologie unique à tous les acteurs de ce marché.

2000 : Le site internet villeurbannais happyneuron.com est lancé par la société SBT (Scientific Brain Training). Il propose des exercices ludiques pour stimuler ses neurones. Grâce à ses services, chacun peut développer ses capacités cognitives nécessaires à la mémorisation, au langage, à l'attention, au raisonnement logique...

2003 : emlyon.net est un véritable campus virtuel créé par EM Lyon qui propose en plus des modules de formation, des éléments de gestion de carrière et un « knowledge center ». Dès 2004 l'intégralité d'un programme de management sera proposée en ligne.

Innover à Lyon c'est trouver des passerelles entre l'école et le monde du travail

1990 : Des entreprises et la Mairie de Lyon ont l'idée de constituer la Fondation Entreprise Réussite Scolaire (FERS) pour favoriser les échanges entre le monde de l'entreprise et celui de l'école primaire...

1992 : Sous l'impulsion du patronat du Rhône et avec le soutien de l'État, la fondation Jeunesse Avenir Entreprise est née pour aider à l'orientation et à l'insertion professionnelle. Elle a notamment développé une importante base de données sur les métiers et propose des outils d'orientation innovants pour les jeunes.

1995 : A l'initiative du Conseil Régional Rhône-Alpes, le premier Mondial des métiers ouvre ses portes pour regrouper en un même lieu plus de 20 secteurs d'activités, des professionnels de l'orientation ainsi que des établissements de formation. C'est une première en France qui connaît aujourd'hui un immense succès populaire auprès des 140 000 visiteurs attendus pour sa 8^{ème} édition.

Comment se constitue une métropole innovante : exemple du rayonnement lyonnais en matière d'innovation sociale

La tradition d'innovation sociale de l'agglomération est ancrée dans une histoire très ancienne et notamment celle du catholicisme social né à Lyon à la fin du 19^{ème} siècle. Le foisonnement d'initiatives et les coopérations entre acteurs associatifs, entreprises, collectivités et organismes publics a souvent fait de l'agglomération un précurseur de changements. La culture sociale et cette dynamique toujours actualisée positionne Lyon au tout premier plan en France en matière sociale et cette reconnaissance se concrétise par le rayonnement de nombreuses institutions lyonnaises au delà des frontières régionales.

Lyon est au cœur des réflexions sur les questions sociales depuis plus d'un siècle

1892 : Le mouvement du catholicisme social naît à Lyon et se diffuse progressivement en France. La Chronique des Comités du Sud Est devient la Chronique Sociale de France en 1909, la première Semaine Sociale se tient à Lyon en 1904 et les Éditions Chroniques Sociales sont fondées en 1920.

1941 : Avec Économie et Humanisme, Louis-Joseph Lebreton cherche à promouvoir une autre vision de l'économie. Réflexion, recherche et action militante sont le fondement de sa mission. Aujourd'hui cette association est reconnue par l'université et le CNRS comme un centre de recherche de haut niveau sur toutes les questions d'économie sociale.

1973- 1975 : Deux laboratoires de recherche reconnus sur les questions de sociologie industrielle naissent à Lyon, l'ISEOR (Institut de Socio-Économie des Entreprises et des Organisations) et le GLYSI (Groupe Lyonnais de Sociologie Industrielle). La recherche lyonnaise est à la pointe des réflexions sur les changements dans le monde des entreprises.

2000 : Les réflexions lyonnaises s'ouvrent sur l'Europe et un réseau d'échanges « PME et Innovation Sociale » se met en place avec de nombreux acteurs européens, piloté depuis Lyon par ARAVIS.

2002 : 7^{ème} édition de la "Biennale Europe Travail Emploi", une rencontre organisée par le Laboratoire Social d'Actions d'Innovations de Réflexions et d'Échanges (LASAIRE). Elle accueille pour des débats de haut niveau à Lyon plus de 300 personnalités européennes, des patrons d'entreprises, des syndicalistes, des élus, des universitaires ou des membres d'associations...

Les acteurs locaux se mobilisent pour progresser ensemble sur les questions d'emploi, d'insertion et de dialogue social

1982 : Le Comité de Bassin d'Emploi Lyon Sud est fondé, c'est une des premières initiatives en France de coopération locale entre les collectivités, les entreprises et les syndicats pour préparer la reconversion du tissu industriel chimique.

1983 : Depuis les années 70, de nombreuses initiatives associatives dans le domaine de l'insertion par l'activité économique voient le jour un peu partout en France mais Lyon est précurseur dans la structuration de ce milieu. L'UREI (Union Régionale des Entreprises d'Insertion Rhône-Alpes) est une des premières en France à s'être créée en 1983.

1988 : Création d'ARAVIS (Agence Rhône-Alpes de Valorisation de l'Innovation Sociale). Cette structure paritaire (syndicats patronaux et syndicats de salariés) qui joue un rôle important sur le plan régional pour promouvoir le dialogue social et l'innovation dans l'organisation des entreprises. De nombreux projets dont elle est l'initiatrice ont des retombées nationales dans l'ensemble du réseau de l'ANACT (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail).

1990 : Le patronat local s'investit dans les questions sociales et est à l'initiative de plusieurs structures de soutien à l'insertion dont le Plan d'Action Sur Site (PASS en 1990) ou la Fondation Agir Contre l'Exclusion (FACE en 1993). En 1992, le MEDEF Rhône-Alpes lance également des actions « Mode d'Emploi » en faveur de l'insertion.

1995 : La région Rhône-Alpes est en avance sur son temps et met en place un nouveau dispositif d'accompagnement de la réduction du temps de travail, avant même la loi Robien en 1996 ou les lois Aubry de 1998...

1998 : Rhône Assistance Négociation (RAN) est une nouvelle initiative associative qui a mobilisé des patrons lyonnais, des responsables syndicaux et des universitaires pour promouvoir le dialogue social par la négociation. Une véritable école de la négociation est en train d'émerger à Lyon.

2000 : Pour appliquer localement le programme PARE du gouvernement, le Medef et la CFDT Rhône Alpes ont développé un projet commun pour l'insertion. Rencontre enrichissante entre syndicats et patrons...

Des institutions reconnues sur le plan national sont installées à Lyon et y trouvent leur inspiration

1980 : Dans le cadre des délocalisations publiques, Lyon a su attirer l'INTEFP (Institut National Travail, Emploi et Formation Professionnelle) qui joue un rôle national dans la formation des inspecteurs du travail et dans la réflexion sur tous les enjeux sociaux.

1986 : La MRIE (Mission Régionale d'Information sur l'Exclusion) en 1986 et l'OSL (Observatoire Social de Lyon) en 1987 affirment le rôle que Lyon souhaite jouer comme observateur critique du monde du travail et des phénomènes sociaux. Ces deux structures ont aujourd'hui un rayonnement important et leurs analyses font référence sur le plan national.

1993 : Le CR-DSU Rhône-Alpes (Centre de Ressources du Développement Social Urbain) est créé comme un lieu d'échange, de réflexion et de capitalisation de connaissances sur la politique de la ville et le développement social urbain. Il s'agit d'un formidable réseau qui regroupe des collectivités locales, la Caisse des Dépôts et Consignations, le mouvement HLM, le Fonds d'Actions Sociales ainsi que des structures associatives et des centres de recherche. Aujourd'hui ce centre de ressources diffuse largement ses ressources et a désormais une portée nationale.

1997 : La délocalisation de l'ANACT à Lyon (Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail) vient reconnaître la dynamique de l'agglomération en matière d'innovation sociale, et notamment l'important travail d'ARAVIS.

2001 : Le siège du Forum Social Européen s'installe à Lyon. Lieu de rencontre des syndicats européens, cette association marque la volonté des acteurs de l'agglomération de s'ouvrir à l'Europe.

METROPOLE EN SEDUCTION

Permanence et renouveau de l'identité lyonnaise

L'image de Lyon est traditionnellement associée à la gastronomie, à la fête des lumières, au cinéma, à la soierie, à la Résistance et même parfois au sport ou à la religion catholique... Cette identité lyonnaise, ancrée dans une histoire riche et variée, est encore bien vivante aujourd'hui et ne cesse de se renouveler sous l'impulsion de quelques personnalités comme Michel Noir, Paul Bocuse, Bertrand Tavernier ou Grégory Coupet...

La capitale mondiale de la gastronomie dispose d'un formidable potentiel à faire fructifier

Pourquoi ne valorise-t-on pas davantage le patrimoine gastronomique lyonnais ? D'autant qu'il est encore bien vivant, en témoigne la vitalité des restaurants, bouchons et commerces alimentaires en tous genres. L'image gastronomique de la ville est même le principal facteur d'attractivité pour des touristes qui se disent enchantés par la qualité de notre cuisine. Quelques projets d'envergure, de nouvelles idées originales et une communication cohérente, autant d'ingrédients pour doter la métropole lyonnaise d'un positionnement international unique et parfaitement crédible.

XIX^e siècle : « les Mères », à leurs débuts, tenaient « table ouverte » pour les Compagnons du tour de France, elles sont d'extraordinaires tenancières d'auberge qui proposent une cuisine traditionnelle. De nos jours, leurs recettes traditionnelles inspirent toujours les grands chefs lyonnais.

XX^e siècle : Lyon a développé une cuisine simple, familiale, sans prétention, servie dans les "Bouchons" : bistrots-restaurants à la clientèle modeste, longtemps halte des canuts et ouvriers de tous métiers. Ils ont conservé et maintenu la véritable cuisine lyonnaise. Les bouchons aux prix abordables pérennisent les classiques de la cuisine lyonnaise à base d'abats et de charcuterie.

1935 : Le critique Curnonsky consacre Lyon « capitale mondiale de la gastronomie » dans le Principe des Gastronomes.

1959 : Paul Bocuse est issu d'une longue lignée de cuisiniers lyonnais. Après avoir travaillé pour les plus grands de l'époque, il reprend, à la mort de son père, la tête de son restaurant en 1959. Deux ans plus tard, il décroche le titre de Meilleur Ouvrier de France. En 1965, son restaurant obtient une troisième étoile au Guide Michelin. Le « pape de la gastronomie », comme on le surnomme, a porté dans le monde entier les couleurs de la cuisine lyonnaise.

1971 : Des Cordeliers, les nouvelles Halles de Lyon déménagent dans le quartier de la Part Dieu. Inaugurées par le Maire de Lyon Louis Pradel, elles regroupent une soixantaine de commerçants qui proposent des produits gastronomiques très prisés par les Lyonnais et les visiteurs de passage. Les Halles seront réaménagées en 2005 pour offrir un service encore meilleur.

1990 : Ouverture à Lyon de l'École des Arts Culinaires et de l'Hôtellerie sous l'impulsion du ministère de la culture française. Son objectif est de promouvoir l'art culinaire et le "savoir recevoir" à la française. Son président est Paul Bocuse.

1991 : Création du Salon international des métiers de la bouche qui va devenir en 2003 le Salon international de la restauration et de l'hôtellerie (Sirha). Ce salon professionnel réunit une vingtaine de pays et accueille deux concours internationaux : le Bocuse d'or et la Coupe du monde de la pâtisserie.

2002 : Dans une grande enquête menée par la ville de Lyon et l'Office du Tourisme et des Congrès auprès des touristes dans la ville, la gastronomie apparaît comme le premier trait d'image caractéristique de Lyon. L'étude révèle également des taux de satisfaction impressionnants en ce qui concerne les restaurants.

2002 : Un nouveau projet est lancé, il s'agit de créer à Lyon un Palais du Goût qui sera dédié à la culture du goût et aux cuisines du monde. Il sera aussi une véritable vitrine du patrimoine gastronomique lyonnais. Reste encore à lui trouver un lieu et un financement...

Fête des Lumières : la ferveur religieuse est transformée en engouement touristique ?

Certaines des origines religieuses de la Fête des Lumières perdurent encore mais les illuminations deviennent aujourd'hui pour la ville un réel atout de rayonnement commercial, culturel et touristique. Peut-être pourrait-on encore imaginer d'autres déclinaisons de cette image de « ville Lumière » comme le suggère la nouvelle formation aux métiers de l'éclairage qui s'est ouverte en 2002 ?

1852 : Une statue dédiée à Marie devait être inaugurée le 8 septembre, fête de la Nativité de la Vierge. Mais de fortes précipitations reportent les festivités au 8 décembre. Un grand nombre de laïcs illuminent alors spontanément leurs fenêtres. De là est née la tradition des illuminations du 8 décembre.

1960 : La fête du 8 décembre est récupérée par la municipalité qui propose des animations. L'idée est reprise par les commerçants qui décorent leurs vitrines et dynamisent ainsi leurs affaires.

1989 : Michel Noir lance le Plan Lumière : un éclairage très sophistiqué met en valeur les bâtiments historiques, qui restent illuminés pendant toute l'année.

1999 : La journée du 8 décembre s'est transformée en Fête des Lumières : pendant quatre nuits la ville s'illumine et redécouvre ses monuments, mis en scène par des artistes et des architectes de lumière internationaux. Des centaines de milliers de touristes affluent venant de toute la France et même de l'étranger.

2001 : Lyon prend l'initiative de créer un réseau international des villes de lumières dont le but est de promouvoir la lumière au service des villes comme outil majeur de la vie, de l'architecture et de l'aménagement urbain. Aujourd'hui, c'est une trentaine de villes du monde entier qui a manifesté sa volonté de rejoindre l'association LUCI (Lighting Urban Community International Association).

2002 : Une première licence professionnelle « Conception et Management en Eclairage » s'ouvre aux étudiants grâce à un partenariat entre le lycée Assomption Bellevue, l'IAE Lyon III et le CFA Forma-Sup. L'éclairage est un nouveau métier et il est né à Lyon.

Cinéma : une histoire prestigieuse mais quelle vitalité aujourd'hui ?

Le cinéma est né à Lyon mais s'est développé ailleurs, de Hollywood à Paris en passant par Bombay... La dimension économique a pris le dessus et la plupart des studios de production se sont concentrés dans quelques points du monde. Pourtant le cinéma a retrouvé ces vingt dernières années une nouvelle vitalité dans l'agglomération grâce au foisonnement d'événements variés, portés par une multitude de structures associatives, privées ou publiques. Ce sont les dimensions culturelles et sociales du cinéma qui fondent cette nouvelle dynamique sur le plan local.

1895 : Les Frères Lumière mettent au point le cinématographe et tournent le 1^{er} film mondial dans le quartier de Monplaisir : « la sortie des usines Lumière ».

1896 : Ouverture de la première salle de cinéma à Lyon, la salle Lumière.

1980 : Le Festival du film court de Villeurbanne projette 130 films chaque année. Il organise de nombreuses discussions avec les réalisateurs, comédiens, producteurs de films. Il propose également un Forum des métiers du cinéma.

1982 : L'Institut Lumière est installé à Monplaisir, là où les frères Lumière ont inventé le Cinématographe. A la fois musée et cinémathèque, on y projette des films, on y invite les metteurs en scène, on y organise des expositions. Ses deux missions sont le patrimoine et le cinéma vivant.

1990 : Rhône-Alpes Cinéma est une société anonyme créée par Roger Planchon avec la Région Rhône-Alpes comme actionnaire. Elle participe à la production de films dans la région et assure leur diffusion et l'animation culturelle.

1995 : Le "hangar du 1^{er} film" est classé Monument Historique par le ministre de la Culture. Restauré, il abrite une salle de cinéma de 270 fauteuils.

2002 : Le Grand Lyon et Millénaire 3 recensent dans l'agglomération plus de 20 événements récurrents (festivals, rencontres...) sur le thème du cinéma.

2003 : Ouverture du Studio 24 à Villeurbanne qui propose une prestation complète aux professionnels qui cherchent un décor moins "parisien". Ce projet s'inscrit dans la continuité des soutiens de Rhône Alpes Cinéma et de la Commission du Film Rhône Alpes pour développer la création cinématographique en région.

Textile : Lyon ville textile deviendra-t- elle une ville de mode ?

L'histoire du textile et de la soierie s'est construite à Lyon mais aujourd'hui, la production s'est largement délocalisée dans des pays aux coûts de main d'œuvre plus faibles. L'enjeu est de trouver une place pour la ville dans le monde de la création et de la mode. Les récents efforts seront-ils suffisants pour affirmer l'originalité de Lyon face à Paris, Londres ou Milan ?

1538 : François 1^{er} donne aux négociants lyonnais le privilège de la fabrication des tissus de soie. Lyon bâtit ainsi sa fortune et sa renommée mondiale en tissant des kilomètres d'étoffe.

1804 : Jacquard met au point le premier métier à tisser mécanique et les « canuts » commencent à l'utiliser sur la Croix Rousse.

1864 : Le Musée Historique des Tissus ouvre ses portes et présente des textiles de toutes les époques.

Années 1920 : Des peintres d'avant-garde -Dufy, Delaunay, Delvaux- réalisent des dessins pour les soyeux Ducharme, Bianchini-Ferrier, Bucol-Tassinari et Chatel. La soierie lyonnaise rayonne par sa créativité.

1977 : Des tisseurs lyonnais créent une entreprise, Première Vision, pour promouvoir l'industrie du textile habillement à diffusion internationale. Pour cela, ils inventent un nouveau concept de salon professionnel. Les tendances de la mode sont analysées par l'Observatoire International de Première Vision et validées par des réunions de Concertation avec tous les acteurs de la filière avant d'être présentées sur le salon.

1985 : La première édition de Lyon Mode City, le 2ème Salon mondial de la lingerie, ouvre ses portes à Lyon.

1990 : Un DESS Mode et Création est ouvert à l'Université Lumière Lyon II. Cette « université de la mode » avec une forte spécialisation professionnelle est la première de France.

1994 : Le siège de l'ITF (Institut Textile de France) s'installe à Lyon et fusionne ensuite avec le Centre Technique des Industries de l'Habillement (Cetih) pour devenir l'Institut Français Textile-Habillement (IFTH).

1996 : Les ateliers A.S. de Pierre Bénite, qui impriment les carrés pour le compte de la maison Hermès, présentent aux femmes des chefs d'état participants au G7 à Lyon un aperçu de leur artisanat.

1999 : Lyon rénove le Passage Thiaffait pour créer un véritable « village des créateurs » et promouvoir son savoir-faire en France et dans le monde.

2003 : La Villa Créatis s'installe à Vaise et regroupe la Maison du Textile et de l'Habillement, le Centre Régional de Promotion du Textile ainsi qu'un Espace Mode et Création pour devenir un pôle dédié au service, à la création et à la promotion internationale.

2003 : Brochier Soierie lance les premiers tissus éclairants. Grâce à un mélange de fibres optiques et de tissu classique, ils diffusent de la lumière par des micro-perforations. Ses applications pourraient être nombreuses : équipement pour des voitures, écrans textiles publicitaires, vêtements à usage sécuritaire ou thérapeutique...

2003 : La créatrice de mode Biche de Bere revient s'installer à Lyon et y ouvre son nouvel atelier de création.

2003 : Lyon lance la première édition de Vision Mode, qui récompensera chaque année des Lyonnais aux talents reconnus, vivant en France ou à l'étranger. Six domaines sont "griffables" : la mode, l'artisanat d'art, le multimédia, la communication visuelle et le graphisme, le design et la décoration, et enfin la gastronomie.

Lyon, une ville sportive en devenir ?

De nombreuses manifestations sportives originales se déroulent à Lyon, les clubs de l'agglomération se construisent un palmarès remarquable sur le plan national et des champions émergent dans de nombreuses disciplines (patinage, boxe, judo...). Lyon est-elle pour autant considérée comme une ville sportive ? Peut-être qu'il manque encore l'engouement populaire que l'on connaît à Marseille, St Etienne ou Liverpool. Quelques signes laissent cependant augurer une nouvelle culture sportive en train de se construire : une équipe de football deux fois championne de France, une étape du Tour de France et des retransmissions publiques sur grands écrans...

1894 : Depuis cette date, le tournoi de Pentecôte de la boule lyonnaise a toujours lieu. Il se déroule sur les bords du Rhône à La Mulatière. La boule lyonnaise est une pratique différente de la pétanque, elle se joue sur un terrain délimité, en terre battue ou en goudron et les boules sont plus grosses que celles utilisées pour la pétanque.

1947 : Le rallye de Charbonnières est devenu international en 1949. Il jouit toujours d'une très bonne réputation puisque le vainqueur du « Charbo » termine presque systématiquement champion de France des Rallyes.

1949 : Depuis cette date, l'ASVEL joue en première division. C'est le club français de basket-ball le plus titré : 16 titres de champion de France dont 2002, 8 coupes de France dont 2001.

1960 : Le maire Louis Pradel prépare une candidature de Lyon pour l'accueil des Jeux Olympiques. Ce projet ne voit malheureusement jamais le jour...

1986 : Le Grand prix du Tennis de Lyon (GPTL) est un événement sportif très attendu des Lyonnais. Cette compétition est inscrite dans le circuit ATP et attire de grands joueurs internationaux de tennis.

1991 : C'est à Lyon que l'équipe de France de tennis remporte la coupe Davis sur les Etats-Unis, ce qui n'était pas arrivé depuis 1933.

1996 : Le lyonnais Djamel Bourras est médaillé d'or de judo aux Jeux Olympiques d'Atlanta.

1997 : Jean-Christophe Rolland remporte le titre de champion du monde d'aviron à Aiguebelette. En 2000, il est sacré champion olympique.

1997 : Hacine Cherifi est champion d'Europe de boxe poids moyen. En 1998 il est champion du monde et en 2002 champion de France.

1998 : Le stade de Gerland construit en 1920 par l'architecte Tony Garnier a été rénové pour recevoir six matchs de la coupe du monde de football, Lyon étant une des 10 villes organisatrices.

1999 : L'ASUL, le club de volley-ball de Lyon est champion de France nationale 2. En nationale 1, il est vice champion dès la saison suivante.

2000 : Le couple Anissina-Peizerat est champion du monde de danse sur glace et en 2002, il conquiert le titre olympique.

2001 : L'OL (Olympique Lyonnais) remporte la Coupe de la ligue, premier jalon pour compter dans les grands clubs européens.

2002 : L'OL est admis au G14, cette association qui regroupe les 18 plus grands clubs de football européens. Le G14 milite auprès des instances internationales de ce sport pour défendre les intérêts des clubs.

2002 : ça y est, l'OL est champion de France !!! Et l'ASVEL aussi !!!

2003 : Le Tour de France fait étape à Lyon. La première fois remonte à 1903 lorsque le Tour est passé à Vaise. Mais depuis 1991, il n'y avait eu aucun nouveau passage dans l'agglomération.

2003 : Pour faire vivre ce nouvel élan pour le sport, la municipalité projette de développer les retransmissions d'événements sportifs mondiaux sur grands écrans et d'en faire de grands événements populaires.

2003 : L'OL est Champion de France pour la deuxième fois mais il reste encore du chemin à parcourir sur la scène européenne.

La résistance est toujours d'actualité

Lyon a écrit une page importante de son histoire pendant la deuxième guerre mondiale. Son rôle dans la résistance à l'occupation allemande a fortement marqué les esprits et la mémoire de ces événements perdure aujourd'hui.

1940 : Lyon fait partie de la zone « non-occupée » et abrite écrivains, journalistes, artistes... Les journaux nationaux y sont fabriqués : Paris-Soir, le Figaro et le Temps. Ces 2 derniers se saborderont en 1942 en même temps que le Progrès de Lyon. La ville devient le berceau des grands journaux de la Libération. En 1941 sortent les premiers numéros de Franc-Tireur et de Combat.

1943 est une année très importante dans l'histoire de la résistance : c'est la création des Mouvements Unis de la Résistance (M.U.R.), des maquis, ainsi que l'arrestation de Jean Moulin et de 7 dirigeants de l'Armée Secrète à Caluire.

1944 : le Mouvement de Libération Nationale (M.L.N) est créé et le Général de Gaulle qualifie Lyon de capitale de la Résistance.

1946 : La médaille de la Résistance française est décernée à la ville de Lyon.

1987 : Devant la Cour d'assises du Rhône s'est déroulé le procès de Klaus Barbie. Il a été reconnu coupable de crimes contre l'humanité et condamné à la réclusion à perpétuité.

1992 : Le Centre d'histoire de la Résistance et de la Déportation est inauguré dans l'ancienne Ecole de santé militaire. Ce choix est hautement symbolique, car la Gestapo en avait occupé les locaux du printemps 1943 au 26 mai 1944, date de leur destruction par l'aviation alliée. Dans ces lieux, des hommes, des femmes, des enfants ont souffert de la barbarie nazie.

Un engagement fort de Lyon pour mieux répondre aux enjeux du tourisme urbain

Dans les écrits d'Erasmus ou de Madame de Sévigné, Lyon est présenté comme une ville très agréable qu'il faut absolument visiter. Cette image plaisante perdure dans les esprits jusqu'au 19^{ème} siècle lorsque les romans de Dickens dépeignent une ville en pleine industrialisation, noire et nauséabonde. Pourtant les Lyonnais ne se préoccupent pas vraiment de l'image de leur ville, ils préfèrent se concentrer sur le développement de leur industrie. Ce n'est qu'à la fin du 20^{ème} siècle que le tourisme devient un enjeu économique majeur pour toutes les métropoles européennes. Le tourisme urbain d'agrément se développe et la plupart des grandes villes rivalisent entre elles pour accueillir hommes d'affaires, congrès et salons. Alors, Lyon se réveille, de nombreuses initiatives fleurissent pour valoriser le patrimoine culturel et architectural, pour développer de nouvelles activités de loisirs, de nouvelles infrastructures et pour donner à la ville une image accueillante.

Lyon cherche sa place comme ville de salons professionnels.

1916 : Lyon devance toutes ses concurrentes européennes en inaugurant la première Foire Internationale d'Échantillons pour accueillir visiteurs et exposants du monde entier. Son succès incontestable pendant près de 50 ans est fondé sur une organisation efficace (avec des stands aménagés pour la négociation), des campagnes de promotion internationales et une région industrielle et commerciale de premier ordre.

1959 : Le Marché Européen du Meuble (Meuropam) et le salon du Jouet (1960) sont apparus à Lyon, répondant à la désaffection des foires comme lieux de rencontres professionnelles. Ils s'appuient sur une forte industrie régionale dans ce domaine. 1964 : Le Salon du Jouet, né à Lyon, est récupéré par Paris et y trouve son plein essor. Pendant les années 60, de nombreux salons professionnels spécialisés voient le jour en France, mais, malheureusement pour Lyon, ils se concentrent pour la plupart à Paris.

1968 : Première ouverture d'Expotherm, consacré au chauffage et à la climatisation. Ce salon a su s'implanter durablement sur la place lyonnaise et ses 40 000 visiteurs le classent aujourd'hui encore parmi les plus importants salons professionnels de la région.

1977 : Le salon Première Vision est lancé par des Lyonnais et révolutionne le monde du prêt à porter. Certains disent même qu'il contribue réellement à construire les tendances de la mode européenne, supplantant ainsi le salon allemand Interstoff. Mais pour réussir, les créateurs lyonnais ont dû installer ce salon à Paris...

1985 : Première édition du salon Lyon Mode City. Ce salon de la lingerie est aujourd'hui parmi les plus reconnus au niveau européen. Serait-ce le renouveau des salons spécialisés lyonnais ?

1985 : Création du salon Pollutec qui s'installe en alternance à Lyon et à Paris. Il accueille tous les professionnels du secteur de l'environnement, du traitement des déchets... En 2002, nouveau succès pour Lyon, la 19^{ème} édition de Pollutec attire d'avantage de visiteurs qu'à Paris. Le salon valorise ainsi son fort enracinement dans le tissu industriel régional.

1989 : Meuropam est en perte de vitesse, avec seulement 100 exposants, il a perdu près de la moitié de son poids par rapport à 1985. Il est à présent fortement distancé par le Salon du Meuble de Paris (400 exposants).

1989 : Le Midest, salon de la sous-traitance quitte Lyon pour s'installer exclusivement à Paris.

1991 : A Lyon, on attend beaucoup de l'entrée de Reed Exhibition Companies, leader mondial de l'organisation de salons, au capital de Sepelcom, l'organisateur lyonnais. Malheureusement, Reed n'apporte pas de nouveaux salons issus de son portefeuille car la place lyonnaise ne représente pas encore une réelle alternative stratégique à Paris, Bologne, Francfort, Milan ou même Birmingham.

1992 : Les Lyonnais fondent Alliance, un nouveau salon de la sous-traitance à vocation régionale et interrégionale pour remplacer le Midest. En matière de salons professionnels, Lyon affirme ainsi ses points forts pour trouver une place parmi les dix premières villes européennes : cohésion des industriels régionaux, accessibilité et image de la métropole.

1998 : Le Salon Piscine est né. Avec plus de 10 000 visiteurs, c'est le premier salon mondial dans ce domaine.

L'événementiel : un nouveau stimulant pour l'attractivité de la ville ?

1894 : Une première exposition internationale et coloniale se tient à Lyon, suivie d'une deuxième en 1914.

1960 : Le maire Louis Pradel veut promouvoir sa ville et prépare une candidature de Lyon aux Jeux Olympiques.

1984 : Première édition de la Biennale de la Danse sous l'impulsion de Guy Darnet. Près de 800 artistes investissent différents lieux culturels de l'agglomération pour présenter leurs spectacles à un public varié de la région mais aussi d'ailleurs. Lors de la 7^{ème} édition en 1996, un gigantesque défilé inspiré des carnivals brésiliens est organisé. Depuis, cet événement populaire attire tous les deux ans près de 200 000 personnes dans les rues de Lyon pour le plus grand défilé chorégraphié d'Europe.

1991 : Initiée par la Ville de Lyon et soutenue par le Ministère de la Culture, la Biennale d'Art Contemporain est un événement international unique en France. Plus de 100 artistes internationaux sont exposés et attirent près de 80 000 personnes de tous horizons et de tous pays.

1994 : Mise en place du Festival des Nuits de Fourvière. Il est financé par le Conseil Général du Rhône et accueille tous les étés une grande variété de spectacles dans les amphithéâtres romains de Fourvière.

1998 : L'UNESCO inscrit le site historique de Lyon au Patrimoine Mondial de l'Humanité ce qui lui confère une reconnaissance internationale.

1999 : La fête des Lumières est relancée : pendant 4 nuits la ville s'illumine et redécouvre ses monuments, mis en scène par des artistes et des architectes de lumière internationaux. Plus d'un million et demi de visiteurs parcourent les rues à cette occasion, des Lyonnais bien sûr, mais aussi de plus en plus de personnes d'autres régions ou d'étrangers.

Lyon s'organise et s'équipe pour accueillir tous ces visiteurs, touristes et professionnels

1905 : Le Syndicat d'initiative de Lyon est créé mais il ne fournit qu'une information locale à une clientèle locale.

1961 : Un Palais des Congrès est construit à côté de la Foire.

1981 : La Foire de Lyon devient trop exiguë et ne peut pas recevoir de grandes manifestations. Le maire de Lyon Francisque Collomb accepte la délocalisation et un regroupement : foire, salon, parc des expositions qui sera baptisé Eurexpo. Le maire s'engage pour une ouverture très rapide et en 1984 Eurexpo s'ouvre avec le salon Meuropam (salon du meuble de Lyon).

1985 : La Société Navig'Inter fait découvrir Lyon au fil de l'eau : croisières commentées, promenades nocturnes, excursions, croisières-repas... A l'heure actuelle, 11 compagnies de croisière partent de Lyon.

1986 : Le bureau des Congrès de Lyon veut attirer une clientèle d'affaires de plus en plus nombreuse. Quelques années plus tard, il fusionne avec l'office du tourisme et devient l'Office du Tourisme et des Congrès du Grand Lyon.

1988 : Les travaux de la Halle Tony Garnier commencent. Outre ses activités culturelles, elle assurera une fonction d'accueil de congrès et de salons.

1990 : Les cars Philibert lancent le programme Lyon Vision et proposent des visites commentées en 6 langues simultanées.

1995 : Le nouveau Palais des Congrès est construit, avec des fonds privés, sur les quais du Rhône à la Cité Internationale. Il est prêt pour accueillir le sommet du G7 en 1996.

1998 : Le CISL (Centre International de Séjour de Lyon) est entièrement rénové et reçoit l'agrément Jeunesse et Sport ainsi que celui de l'Education Nationale pour recevoir des classes qui visitent Lyon.

1998 : L'Auberge de Jeunesse du Vieux Lyon est ouverte et a notamment permis d'accueillir cette année-là les supporters de la coupe du monde de football.

1998 : L'Office du Tourisme met en place une centrale de réservation hôtelière pour les touristes individuels. Depuis juin 2002 68 hôtels sont ainsi regroupés sur un système de webplanning. Depuis 2003, un logiciel professionnel permettra aux groupes et aux congressistes de gérer toutes leurs réservations à distance.

1998 : L'Office du Tourisme diversifie ses offres et propose un forfait bon week-end, un forfait séjour, la city card qui permet l'accès aux musées, aux visites guidées de la ville et aux transports en commun, et même Lyon City Phone qui permet de découvrir Lyon à partir de son téléphone mobile.

1999 : Le Comité Départemental du Tourisme veut structurer la démarche touristique et participe au Schéma Directeur Lyon2010 pour affirmer et mettre en valeur les potentialités touristiques du Rhône.

2000 : Les guides de l'Office du Tourisme multiplient leurs offres : visites pour les particuliers, visites pour les groupes et également pour les scolaires adaptées à leur programme. Des parcours insolites sont ouverts aux visiteurs : la route de la soie, le cimetière de Loyasse, la Guillotière, les murs peints de Lyon...

2000 : Lyon ouvre un deuxième casino dans l'agglomération, en plein centre ville, à la Cité Internationale.

2002 : Le nouveau schéma de développement hôtelier vient d'être adopté. Il définit les grandes orientations du développement hôtelier jusqu'à un 2008 et fixe les objectifs majeurs : conforter l'image internationale de Lyon, répondre au développement de l'organisation des congrès et accompagner la croissance des pôles tertiaires.

2003 : La construction d'un très grand amphithéâtre à la Cité Internationale commence : une « salle 3000 » qui permettra au Palais des Congrès d'accueillir un colloque ou une conférence de plus de 10 000 personnes.

2005 : Un nouvel ensemble hôtelier est prévu à Saint-Exupéry avec un hôtel Sheraton de 248 chambres.

L'animation culturelle dans la métropole

L'histoire de la culture lyonnaise s'est d'abord construite sur des grandes institutions, de véritables monuments culturels qui ont souvent su prendre les bons virages pour se faire une place sur la scène nationale ou internationale. Plus récemment, c'est de la périphérie que vient le renouveau et le monde culturel interroge le monde social.

Les grandes institutions culturelles prennent un nouveau virage

1789 : Construction du théâtre des Célestins que la ville de Lyon rachètera en 1838. Sa renommée est telle que les critiques parisiens le proposent en modèle à tous les théâtres de province et de la capitale. Cette notoriété subit une éclipse à la fin du XIX^e siècle mais après un changement de directeur, les Célestins redeviennent la première scène de comédie après Paris.

1803 : Le Musée des Beaux-Arts de Lyon est installé dans un ancien couvent de Bénédictines réquisitionné à la révolution. En 1998, sa complète rénovation est achevée après 10 ans de travaux. Il est aujourd'hui le deuxième musée de France après le Louvre pour l'étendue et la richesse des ses collections. En 1998, il a notamment reçu en donation de Jacqueline Delubac 35 tableaux impressionnistes majeurs. Pour l'année du bicentenaire de l'ouverture du musée, il sera proposé en 2003-2004 un "parcours du bicentenaire", des expositions thématiques, un cabinet de curiosités, des ouvertures spéciales ...

1879 : Le Muséum d'histoire naturelle de Lyon est construit par Emile Guimet. Depuis 2000, de nouvelles orientations ont été prises pour rendre les espaces d'expositions encore plus attractifs, vivants et interactifs. Le Musée s'ouvre aussi aux sujets de société avec de nombreuses expositions temporaires.

1933 : Sur la colline de Fourvière, des fouilles ont permis de restituer un théâtre et un odéon gallo-romain ainsi que des vestiges imbriqués comprenant des boutiques artisanales, les soubassements d'un grand monument et une citerne, au-dessus du théâtre. En 1975 un musée - "le musée de la civilisation gallo-romaine"- est construit sur le site de telle sorte que le bâtiment soit intégré au parc archéologique des théâtres antiques. Depuis 1994, le Festival des Nuits de Fourvière présente des programmes très diversifiés dans le théâtre gallo-romain.

1953 : Roger Planchon ouvre le TNP à Villeurbanne. En 1972, Planchon et Chéreau transforment leur centre dramatique en un foyer de création et de diffusion théâtrales d'envergure nationale et internationale.

1968 : Le théâtre du 8^{ème}, construit par Louis Pradel, ouvre sous la direction de Marcel Maréchal. Ce théâtre sera transféré à la Croix Rousse lorsque la maison de la Danse s'installera dans ses locaux. Dirigé par Philippe Faure, il est devenu scène nationale.

1968 : La Compagnie du Théâtre des Jeunes Années (TJA) a été fondée par Maurice Yendt. Elle privilégie la relation avec les nouveaux publics dès l'enfance. Depuis 1977, le TJA organise la Biennale Théâtre Jeunes Publics, festival de théâtre contemporain qui propose des créations et une programmation internationale. Parallèlement au festival, des "rencontres professionnelles" donnent à la Biennale une dimension de forum pour les échanges artistiques internationaux. En 1980, le TJA acquiert le statut de centre dramatique national.

1975 : L'auditorium Maurice Ravel est construit dans le quartier de la Part Dieu. Avec ses 2090 places et une programmation de plus de 100 concerts de niveau international, il compte parmi les grandes salles de concerts d'Europe. Il est également une des rares salles à disposer d'un orgue monumental d'intérêt historique.

1980 : La première Maison de la Danse en France est inaugurée dans une ancienne salle des fêtes, sur le plateau de la Croix-Rousse. Sa programmation, sous la direction de Guy Darnet, est exclusivement consacrée à l'art chorégraphique. En 1992 la Maison de la Danse investit le théâtre du 8^{ème}. Depuis 1997, elle accueille des compagnies de danse en résidence de création.

1983 : L'Institut Lumière est créé pour mettre en valeur le patrimoine cinématographique lyonnais. Pour ses 20 ans, en 2003, le nouveau musée Lumière est inauguré. Ce musée du cinéma permet de retracer le parcours réalisé depuis le tandem historique qui a inventé le Cinématographe.

1988 : Lyon transforme une usine des eaux en salle de concert, le Transbordeur, avec 450 places d'expérimentation et une grande salle de 1500 places.

1994 : L'architecte Jean Nouvel a reconstruit l'opéra de Lyon édifié en 1756 par Soufflot. Il a triplé le volume du bâtiment existant en ajoutant des étages en sous-sol et construisant sur le toit. Ce nouveau bâtiment traduit la constante volonté depuis 1969 de faire vivre ce théâtre lyrique en le dotant tout d'abord de son propre ballet, puis d'une maîtrise et d'un opéra studio et en 1983 de son propre orchestre. Fruit de ces efforts, en 1996 l'opéra municipal est devenu opéra national.

1995 : le Musée d'Art Contemporain est inauguré à la Cité Internationale et accueille la 3^{ème} Biennale de Lyon. Unique en France, la collection du Musée repose sur la production d'œuvres directement créées par les artistes dans le lieu. L'espace intérieur est totalement modulable : un système de murs entièrement démontables permet de construire chaque exposition selon une configuration différente.

1998 : Début des travaux des Subsistances ; un nouveau lieu qui doit favoriser l'émergence de la jeune création artistique. Les Subsistances seront-elles la friche culturelle tant attendue ? En 2003 les Subsistances sont constituées en association, qui doit permettre l'accueil de l'École des Beaux Arts et d'autres institutions culturelles (Grame, Agence Musique et Danse...) tout en conservant un pôle de recherche et d'émergence artistiques. Alors, la « vraie » friche culturelle de l'agglomération n'est-elle pas plutôt l'ancien site de RVI dans le 3^{ème} arrondissement ?

2004-2006 : De nouveaux musées vont voir le jour à Lyon, et avec eux une nouvelle approche de la muséographie, tournée vers le visiteur : Nouveau Musée Gadagne (2005), Musée des Cultures du Monde (2004), Musée des Confluences (2006)...

La périphérie rattrape son retard et propose une nouvelle ouverture

1983 : Création de la compagnie Traction Avant à Vénissieux qui évolue de la danse hip-hop vers la danse contemporaine en prenant du poids sur la scène locale.

1986 : Le Centre d'Arts plastiques de Saint Fons travaille en lien avec les centres sociaux et les associations de la commune pour mettre l'art à la portée de tous.

1987 : La Fête du livre est lancée à Bron alors qu'aucun salon du livre n'a su s'imposer à Lyon. Elle organise tous les ans de nombreuses manifestations : conférences-débats, rencontres avec les auteurs, soirées-contes, expositions, spectacles.

1988 : Ouverture d'un nouveau concept de médiathèque à Villeurbanne : la Maison du livre, de l'image et du son.

1988 : "A Vaulx Jazz" mobilise de nombreux acteurs privés, publics et associatifs pour créer le premier festival de jazz de l'agglomération avec près de 6500 spectateurs chaque année.

1995 : "Les Nuits Métisses" de Vénissieux est un festival de musiques du monde et aussi un moment fort de rencontres d'idées avec des invités engagés dans l'action ou la réflexion sur les droits de l'homme et la solidarité.

1995 : La compagnie Käfig, de Saint Priest, est la première à mélanger dans ses spectacles le hip hop, la danse contemporaine et les arts du cirque. En 2000, elle met en place à Oullins une école des arts de la rue.

Un véritable rapprochement entre culture et société

1977 : La Compagnie Hallet Eghayan est née. Elle collabore avec de nombreux centres culturels de l'agglomération, elle est à l'origine du « Printemps du festival des enfants », du festival « Echappées belles », et a participé aux « Fêtes de la Duchère : art, école et banlieue ». Elle contribue à placer la danse au cœur de la Cité par sa conception de la danse comme facteur de lien social, essayant de toucher un public peu familier des arts contemporains.

1978 : La Cité de la Création est fondée par quelques étudiants des Beaux Arts, elle a pour objectif de rendre l'art accessible au plus grand nombre. Elle s'est spécialisée dans la peinture murale et l'on peut admirer beaucoup de ses œuvres dans la ville. Elle a notamment réalisé les 24 fresques murales sur les pignons des immeubles du quartier des États-Unis.

1994 : Chaque été, l'Institut Lumière organise des projections gratuites de films très variés en plein air. Tous les mardis soir, ce grand moment de cinéma réunit près de 2000 personnes dans le 8^{ème} arrondissement. Cette initiative a été reprise depuis 1999 dans le 9^{ème} arrondissement.

1995 : Le Conseil Régional Rhône-Alpes propose aux lycéens le "chèque culture" : c'est un dispositif d'incitation aux pratiques culturelles en proposant des spectacles ou des livres à des prix spécialement intéressants pour eux.

1996 : Premier grand défilé dans le cadre de la Biennale de la Danse. Il est inspiré des carnivals brésiliens et investit l'espace public. Quatre mille participants bénévoles, venus de toute l'agglomération, défilent en dansant, encadrés par des professionnels autour du thème de la Biennale.

1997 : Le Ninkasi teste un nouveau concept de lieu culturel. Cette entreprise de production de bière est aussi un pub-restaurant qui accueille des expositions et des concerts et une société de production qui produit le « Festival des Inouies » avec le Transbordeur, le Rail Théâtre, le CCO...

1997 : L'Art sur la Place a lieu tous les deux ans pendant la Biennale d'Art Contemporain. Son but est de créer un événement populaire pour faire partager le plaisir de la création à des amateurs.

1997 : La Ferme du Vinatier, située dans l'enceinte de l'hôpital psychiatrique, mène une réflexion originale sur l'articulation entre « le monde extérieur » et celui de la « maladie mentale ». En relation avec des structures culturelles extérieures, la Ferme invite des artistes pour des projets ponctuels en lien avec l'hôpital.

2002 : Pendant tout l'été, des photos grand format tirées du livre « la Terre vue du ciel » de Yann Arthus Bertrand sont exposées dehors devant la préfecture.

2002 : La mairie lance une opération culturelle pour proposer au plus grand nombre « 5 lieux – 5 spectacles » à un tarif très avantageux.

L'approche lyonnaise du Patrimoine

L'approche lyonnaise fait évoluer le concept de Patrimoine : de simple monument il devient territoire vivant. De la période romaine à la Renaissance, la ville s'étend vers l'Est mais doit également se reconstruire sur elle-même pour accompagner sa croissance. Les architectures des différentes époques se mêlent et sont intégrés au bouillonnement d'une ville qui se développe. Cette tradition d'un patrimoine mélangé et vivant est encore présente aujourd'hui.

Le Centre historique, un patrimoine qui se construit à travers les âges

17^{ème} siècle : De nombreux édifices sont construits dans le centre de la Presqu'île dont l'Hôtel de Ville (1646-1672) d'inspiration florentine, le couvent des Bénédictines de Saint-Pierre (1659-1685) ou l'Hôtel Dieu (1623-1631).

19^{ème} siècle : Avec l'invention du métier Jacquard (1808) et le développement de l'industrie de la soie, la Fabrique et "l'habitat canut" structuraient de manière durable l'architecture des Pentes de la Croix-Rousse. Bâtiments rapprochés, plafonds hauts pour accueillir les métiers à tisser, traboules pour circuler... autant de caractéristiques qui font encore aujourd'hui partie de la vie quotidienne des habitants.

1860 : Le préfet Vaisse fait percer les grandes artères centrales (l'actuelle rue de la République et la rue du Président Herriot) dans une logique très haussmannienne.

1962 : La loi Malraux définit des « secteurs sauvegardés » et la notion de patrimoine change de sens. Il ne s'agit plus simplement des monuments isolés mais de tout ensemble urbain ou rural porteur d'histoire. En 1964, le quartier du Vieux Lyon est le premier en France à bénéficier de ce label et d'un Plan de Sauvegarde.

1994 : Le classement des Pentes de la Croix-Rousse en Zone de Protection du Patrimoine Architectural, Urbain et Paysager (ZPPAUP) entend protéger le caractère exceptionnel du patrimoine architectural et de la « silhouette » générale du quartier. Il permet aussi le développement d'une architecture contemporaine et de réhabilitations respectueuses de ce contexte.

1998 : L'ensemble du site historique de Lyon est inscrit au patrimoine de l'humanité par l'UNESCO. Ce territoire de plus de 500 hectares témoigne de la continuité de l'installation urbaine pendant près de deux siècles. Des bâtiments et quartiers de toutes les époques forment un patrimoine exceptionnel qui est encore bien vivant et qui constitue le cœur de la cité.

L'aménagement de la pointe de la Presqu'île, un enjeu de tout temps très controversé

1760 : Michel Antoine Perrache présente un projet pour agrandir la ville et assainir les marais au Sud de la Presqu'île. En 1772, les travaux commencent : un quai et un nouveau pont sont construits. Mais ces travaux sont rapidement abandonnés. Ce n'est qu'en 1828 que le marquis Jean de Lacroix Laval, maire de Lyon, lance une véritable opération de "marketing territorial" pour relancer ce projet et inciter des investisseurs privés à aménager la pointe de la Presqu'île de Perrache pour y développer de nouvelles industries.

1971 : Louis Pradel, "l'amoureux du béton", construit le tunnel de Fourvière qui fait passer l'autoroute en plein centre-ville et coupe la Presqu'île en deux. Il démarre ensuite les travaux pour la construction du Centre d'Échanges de Perrache (1972-1976).

1998 : Raymond Barre lance un nouvel appel à projets pour aménager les 150 hectares du Confluent. Pôle de loisirs, Musée des Confluences, autant d'équipements et d'aménagements qui devraient voir le jour à partir de 2006...

La difficile conquête de la rive gauche du Rhône

1384 : Construction du premier pont « en dur » sur le Rhône à l'emplacement de l'actuel pont de la Guillotière.

1774 : Morand dirige les travaux d'assainissement des marécages des Brotteaux et construit un grand pont qui permet à la ville de prendre pied sur la rive gauche du Rhône et ouvre de nouvelles perspectives de développement vers l'Est.

1860 : Le préfet Vaisse fait construire des digues sur le Rhône pour limiter l'impact des crues sur la rive gauche.

1866 : Le faubourg de la Guillotière, récemment annexé à Lyon, compte 87 700 habitants (soit près de 15 fois plus qu'en 1800).

Fin du 19^{ème} siècle : Les administrations et la bourgeoisie commencent à traverser le Rhône et de belles demeures se construisent sur l'avenue de Saxe, autour de la nouvelle préfecture (construite entre 1883 et 1890) et le long des quais au côté des Facultés du quai Claude Bernard (1890-1898).

2003 : Aujourd'hui, l'expansion urbaine de Lyon se fait majoritairement vers l'Est et les deux nouvelles lignes de tramway qui sont en projet veulent accompagner ce mouvement : LEA vers les communes de l'Est et LESLYS vers l'aéroport de St Exupéry.

Depuis le 20^{ème} siècle, une nouvelle approche métropolitaine du Patrimoine a structuré la ville :

1905 : Edouard Herriot fait appel à Tony Garnier pour doter la ville de grands équipements nécessaires à son développement et construire la « ville idéale ». Il fait construire les Abattoirs de la Mouche (1908-1913), l'hôpital Grange Blanche (1913-1930), le stade de Gerland (1914-1926), la cité des Etats-Unis (1925)... L'empreinte de cet architecte a fortement marqué la ville et par exemple, en 1967, le stade est inscrit à l'inventaire des monuments historiques. De même, le quartier des Etats-Unis est restauré dans les années 80 et, en 1991, le musée urbain Tony Garnier reçoit un label UNESCO.

1930-1934 : L'urbaniste Leroux mène à bien un projet urbanistique total pour créer la Cité des Gratte-Ciel à Villeurbanne organisée autour de deux édifices publics majeurs : l'Hôtel de Ville et le Palais du Travail. Deux gratte-ciel de 19 étages forment une porte monumentale sur le cours Emile Zola.

1951-1953 : R. Gagès et F. Grimal créent à Bron Parilly une « unité de voisinage » de 2 600 logements. Il s'agit de construire de grands ensembles architecturaux pour compenser la pénurie de logements, tout en visant l'idéal de Le Corbusier du droit universel à l'hygiène et à la clarté.

1958 : Jean Zumbrunnen mène un projet de grande envergure à la Duchère pour mettre en pratique les règles du Mouvement Moderne, rationalité et objectivité. "La barre des Mille" fait ainsi partie des aménagements issus du classement en ZUP (Zone à Urbaniser en Priorité) de ce quartier. En 2003, le quartier de la Duchère évolue, l'objectif étant de proposer aux habitants une plus grande variété d'habitat et une diminution des logements sociaux. 162 logements de "la barre des 200" sont démolis.

Années 1960-70 : Louis Pradel fait construire de nouveaux équipements structurants pour l'agglomération avec l'aéroport de Satolas, la Bibliothèque municipale de la Part Dieu (1968-1973), le Centre d'Echanges de Perrache (1972-1976), le métro (1978), la Tour du Crédit Lyonnais (1973-1977), l'Hôtel de la Communauté Urbaine (1973-1976)...

1970 : Robert Thévenot, Architecte des Monuments de France, lance une première opération de coloration de la façade du musée Gadagne. Les couleurs de la renaissance italienne sont retrouvées et se diffusent progressivement dans tout le Vieux Lyon et sur les quais de Saône. L'image d'un Lyon gris et triste va disparaître.

1989 : Le Plan Lumière est proposé par Michel Noir et Henry Chabert : un éclairage très sophistiqué met en valeur les bâtiments historiques, qui restent illuminés pendant toute l'année.

1991 : Le musée urbain Tony Garnier est le seul projet français à recevoir le label de la « Décennie mondiale pour le développement culturel ». L'UNESCO reconnaît ainsi le caractère innovant de ce musée en cohérence avec son programme : il met en avant la dimension culturelle du développement, il affirme et enrichit les diversités culturelles, il élargit la participation à la vie culturelle et il encourage la coopération culturelle internationale.

Années 1990 : De nombreux projets de revalorisation du patrimoine plus ancien sont menés. On assiste au réaménagement de la Place des Terreaux par Buren (1994), à la réhabilitation du patrimoine industriel de la Manufacture des Tabacs occupée aujourd'hui par l'Université Lyon III, la Gare des Brotteaux avec sa salle des ventes et ses antiquaires, ou la Halle Tony Garnier qui accueille de nombreuses manifestations culturelles ou commerciales.

Années 1980-2000 : L'architecture contemporaine trouve sa place dans la ville et s'intègre au patrimoine avec par exemple l'Ecole Normale Supérieure (1987, Philippe Dubois-Brunet et Daniel Barraud), la Maison du Livre, de l'Image et du Son de Villeurbanne (1988, Mario Botta), le Parking des Célestins (1994, Daniel Buren), l'Opéra (1994, Jean Nouvel), la Cité Internationale (1998, Renzo Piano)...

Lyon et ses fleuves : une ressource unique à valoriser

Deux fleuves qui irriguent une même ville : il fallait réussir à transformer cette situation rare en véritable atout pour son développement. Pour valoriser ses fleuves, Lyon a toujours recherché l'équilibre entre les intérêts des riverains, des industriels, des touristes, des promeneurs et des automobilistes. Suivant les modes et les époques, les priorités évoluent mais elles semblent aujourd'hui aboutir à un habile compromis entre préservation d'un cadre naturel en milieu urbain et juste exploitation énergétique.

1783 : C'est au port de Vaise qu'a lieu l'expérience pionnière du pyroscaphe, le 1^{er} bateau à vapeur et à roue. La Saône devient ainsi le berceau de la navigation à vapeur.

1899 : La réalisation du canal de Jonage, dans l'est lyonnais, est "la première grande entreprise qui soit tentée en France pour l'utilisation de la force motrice d'un cours d'eau du domaine public". Il permet la production d'électricité et la navigation sur le Haut-Rhône. Cusset est alors l'une des plus puissantes centrales hydroélectriques au monde, et Jonage le plus long canal d'Europe alimentant une usine de ce type. Le plus important chantier de construction lyonnais de l'époque, et l'un des plus importants de l'Hexagone, il a parfois été comparé aux travaux de Suez et de Panama.

1926 : Le port du cours Rambaud est inauguré. Ses activités fluviales seront transférées sur le port Herriot dans les années 80.

1968 : Le Parc Nature de Miribel Jonage s'inscrit dans un vaste espace naturel préservé et compte parmi les plus grands parcs péri-urbains d'Europe (2200 hectares). Il y est recensé quelque 800 espèces de plantes, 230 espèces d'oiseaux et 25 espèces de mammifères.

1992 : Adoption d'un schéma d'aménagement "sectoriel", le Plan Bleu, traitant des berges du Rhône et de la Saône. L'objectif de cet outil prospectif et incitatif est de doter le Grand Lyon et les communes d'un schéma global d'aménagement de ces "espaces bleus". Le Plan Bleu planifie les actions à mener et les financements : réalisation d'aménagements sur berges destinés à la facilitation de la navigation, aux loisirs et à la protection des sites. Le Plan Bleu a été remis à jour en avril 1998.

1995 : Le SMIRIL (Syndicat mixte du Rhône, des îles et des îlons) est constitué pour réhabiliter progressivement une partie du Vieux Rhône. Ce projet ambitieux, destiné notamment à rendre au fleuve une partie de son débit initial (100 m³/s au lieu de 20 m³/s jusqu'alors), s'est accompagné en août 2000 de la création d'une mini-centrale électrique. Les conditions nécessaires à un meilleur fonctionnement du système fluvial sont ainsi réunies pour réhabiliter le Rhône naturel et sauvage.

2000 : Le parc de Gerland est un jardin contemporain de 80 hectares le long du Rhône à l'emplacement d'un ancien site industriel.

2000 : Accord entre Suez et la Compagnie Nationale du Rhône pour la création d'Énergie du Rhône (ENR), une filiale chargée de commercialiser l'énergie produite sur le fleuve Rhône par les 18 centrales hydro-électriques de la CNR (23% de la production hydroélectrique hexagonale).

2000 : Le projet Lyon Confluence prévoit la mise en valeur des berges de la Saône par des aménagements paysagers et nautiques, en accord avec les orientations du Plan Bleu adopté par le Grand Lyon.

2006 : Cinq kilomètres de promenade en bord de Rhône seront rendus aux piétons, entre le parc de la Tête d'Or et le parc de Gerland. C'est une véritable reconquête des berges Est du Rhône, qui faisaient office de parcs de stationnement depuis les années 60.

METROPOLE INFLUENTE

Richesse de la vie intellectuelle et spirituelle comme source de rayonnement

Les richesses intellectuelles et spirituelles lyonnaises ont souvent été la source d'un rayonnement qui s'étend bien au delà des frontières de la ville. Un foisonnement de nouvelles idées émergent des scènes politiques, sociales et culturelles lyonnaises et proposent d'autres manières de voir, de penser le monde. L'influence spirituelle et religieuse de la ville a notamment marqué l'Europe par le passé, mais qu'en est-il aujourd'hui ?

L'influence intellectuelle de Lyon est-elle révolue ?

1476 : Le premier livre est édité à Lyon par Barthélemy Buyer.

1753 : Jean Baptiste Willermoz fonde la première loge maçonnique à Lyon : c'est lui qui va introduire en France le « rite écossais rectifié » qui est à l'origine des hauts grades de la franc-maçonnerie. Lyon devient une des capitales de la franc-maçonnerie, qui lui donne sa dimension secrète et enrichit la spiritualité lyonnaise d'une dimension nouvelle.

1970 : Le couvent dominicain de la Tourette, bâti par Le Corbusier à Evieux, se dote d'un centre culturel indépendant : le centre Thomas More, qui organise des rencontres avec des intervenants de tous horizons disciplinaires : art, sociologie, philosophie.... Il s'est imposé comme une référence nationale et internationale dans le domaine de l'histoire de l'art contemporain et de l'architecture.

1984 : Ouverture du Centre Jacques Cartier qui a pour vocation l'établissement et le développement de partenariats entre le Rhône Alpes, le Canada et le Québec. C'est un exemple concret de la réussite d'échanges construits autour de la mise en réseau des idées et des compétences.

1986 : La Villa Gillet est un centre original d'analyse et de diffusion de la pensée et des arts contemporains où le public peut rencontrer des écrivains, philosophes et anthropologues.

1996 : La Cité Internationale de Lyon ouvre ses portes avec le sommet du G7. Le Palais est un modèle d'idées novatrices concernant son ergonomie, son traitement esthétique, la modularité de ses espaces et l'emploi des technologies. En projet, la construction d'un amphithéâtre de 3000 places permettra au Palais des Congrès d'accueillir plus de 10000 personnes en conférence.

depuis 1996 : un certain nombre de conférences internationales se tiennent ponctuellement à Lyon sans que la ville puisse réellement rivaliser avec d'autres métropoles « spécialisées » dans l'accueil de ce type d'événements : le G7 est le premier grand succès (1996), ensuite la Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement (CNUCED - 1998), une conférence internationale sur les risques de changement climatique (2000), la 15^{ème} conférence européenne sur l'intelligence artificielle (ECAI 2002)...

L'influence spirituelle de Lyon puise dans son passé : entre tradition et innovation

177 : L'Eglise de Lyon, premier évêché en Gaule et le seul pendant des années, est à la source de l'évangélisation de la Gaule. Elle devient capitale du christianisme en France et l'archevêque porte le titre de « Primat des Gaules ».

1245 et 1274 : Tenue de deux conciles à Lyon.

1643 : Les échevins confient la ville à Marie pour la protéger de la peste, un pèlerinage est organisé le 8 septembre sur la colline de Fourvière. Depuis cette date et tous les 8 septembre (sauf pendant la Révolution), l'équipe municipale se rend à Fourvière pour remettre, selon le vœu fait à Marie, un écu à l'archevêque : c'est le vœu des Echevins.

1822 : Pauline Marie Jaricot fonde une oeuvre internationale d'aide aux missions : la Société de la Propagation de la Foi.

1875 : Création de "la Catho" : l'Université Catholique comprend la Faculté de Droit puis les Facultés des Lettres et des Sciences. La première université catholique française est également l'une des plus anciennes institutions catholiques lyonnaises.

19^{ème} siècle : Trois regards chrétiens sur les nouvelles réalités économiques et sociales. Frédéric Ozanam instaure les Conférences Saint Vincent de Paul (1833), le Père Antoine Chevrier (1823-1879) fonde les prêtres du Prado pour le ministère des pauvres et Marius Gonin est à l'origine de la Chronique sociale et des Semaines sociales (1892).

1937 : Paul Couturier donne un élan nouveau à l'œcuménisme en France avec la création du Groupe des Dombes.

1941 : Constitution d'un groupe de résistants autour du jésuite Joseph Chaillet, ce dernier rédige une feuille clandestine à vocation spirituelle : "le Courrier du Témoignage Chrétien", où se croisent les chemins de l'humanisme et de la spiritualité.

1941 : L'association Économie et Humanisme est fondée par le Père Lebret comme un lieu d'études qui aborde tous les aspects de l'économie sociale. La richesse de son centre de documentation et la qualité de ses travaux lui confèrent un statut notable dans le monde de la recherche.

1960 : Lyon est à l'avant-garde du Concile de Vatican II, placé sous le signe de l'ouverture. Bien plus tard, en 1984, la revue Golias voit le jour...

1976 : Formation du Centre Culturel Œcuménique (CCO), lieu ressource pour le développement de la vie associative et sociale.

1980 : L'Antenne Sociale, proposée par le diocèse de Lyon, s'inscrit dans la tradition du catholicisme social. Elle réalise des travaux de recherche sur les grands thèmes de la vie socio-politique contemporaine.

1982-1984 : Le Père Decourtray, archevêque de Lyon, s'investit dans les problèmes de l'agglomération : fractures économiques, sociales et culturelles. Il encourage l'action du Père Christian Delorme en matière de dialogue avec les jeunes issus de l'immigration.

1982 : Lancement de Radio Fourvière qui devient en 1986 le siège social de l'association des Radios Chrétiennes de France (RCF). C'est un réseau national de radios qui mêlent spiritualité, citoyenneté, vie culturelle et vie associative.

1985 : Le père Devert crée Habitat et Humanisme pour construire et réhabiliter des logements afin de permettre à des familles en difficulté d'accéder à un habitat décent, à faible loyer, dans des quartiers équilibrés. Une méthode originale de sensibilisation et de collecte de fonds est adoptée : lors d'un bizutage "utile" des étudiants vendent divers objets au profit direct de l'association.

1986 : Venue du pape Jean-Paul II avec le soir un concert son et lumière de Jean-Michel Jarre.

1988 : Un prêtre lyonnais, Henri Denis, proteste contre les réticences de certains courants de l'Eglise catholique à se réformer et se moderniser. Il constitue une association de prêtres, Jonas, qui compte aujourd'hui près de 4000 membres dans le monde entier, pour assurer la fidélité à Vatican II et construire une Eglise qui réponde réellement aux besoins des hommes et des femmes d'aujourd'hui.

1998 : Agora Tête d'Or est conçue, sous l'impulsion des dominicains, comme un lieu d'échanges entre religieux et laïcs pour « accueillir la parole de l'Autre ». Cette association propose des ateliers ou des conférences abordant aussi bien des questions sociales que spirituelles dans un esprit d'ouverture.

Attirer des grands centres de décision ou développer d'autres lieux d'influence ?

L'agglomération lyonnaise compte de nombreuses entreprises de poids, parmi lesquelles Adecco, Aventis Pasteur, Biomérieux, Boiron, CEDILAC, Cegid, Infogrames, Lipla, Merial, Rhodia, Seb, ... De plus, environ 300 établissements industriels du Grand Lyon ont des centres de recherche et de développement dans des secteurs variés : chimie et parachimie, pharmacie, technologies biomédicales, automobile, informatique et multimédia, textile, environnement... Pourtant, dans le même temps, Lyon a perdu de nombreux centres de décisions et sièges sociaux, au profit d'autres métropoles européennes. Une politique d'attraction de centres de décisions à Lyon est certes nécessaire mais reste soumise à d'importants aléas dans une économie globalisée où les multinationales sont peu attachées aux territoires. Lyon a-t-elle encore des cartes à jouer pour attirer des sièges sociaux ? Ou peut-être que Lyon peut s'appuyer sur d'autres leviers, en développant ou en renforçant des lieux d'interactions et d'apprentissages (centres de ressources, écoles, lieux de rencontres, conférences, salons professionnels...). Ces nouveaux types de lieux lui permettront peut-être d'exercer une influence diffuse auprès des décideurs européens, en s'appuyant sur les échanges et la capitalisation de connaissances plutôt que sur le contrôle et le commandement.

Quelques entreprises lyonnaises emblématiques continuent de rayonner

1865 : Création de la "Société Lyonnaise de Dépôts et de Comptes Courants et de Crédit Industriel", la future Lyonnaise de Banque - CIC, devenue depuis la première banque régionale avec 348 agences et 4070 salariés. En 1999 elle a pris le contrôle d'une autre banque de la région, la Banque régionale de l'Ain, et détient la Banque de Vizille, première banque d'affaires de la région.

1932 : Naissance à Lyon de l'entreprise Boiron, aujourd'hui leader mondial de l'homéopathie.

1963 : Dans la lignée de l'Institut Mérieux, que son grand-père avait fondé en 1897, Alain Mérieux crée BioMérieux. La société devient un des leaders mondiaux du diagnostic biologique. Son siège mondial est situé à Marcy l'Étoile, dans l'agglomération lyonnaise.

1999 : Infograme, dont le siège est à Lyon, devient le numéro 2 des jeux vidéos grâce au rachat de GT Interactive.

Des institutions internationales s'installent à Lyon, mais y sont-elles réellement ancrées pour durer ?

1989 : Installation à Lyon de l'Organisation Internationale de la Police Criminelle, Interpol, chargée de la coordination et de la coopération internationale des services de police de ses 178 états membres.

1993 : Euronews est une chaîne d'information continue européenne qui diffuse simultanément en plusieurs langues ses programmes dans près de cinquante de pays à travers l'Europe et le bassin méditerranéen. Après la guerre du Golfe, les institutions européennes ont estimé que, face à CNN, il fallait une chaîne d'information qui propose une actualité mondiale, traitée d'un point de vue européen.

Lyon mène une difficile bataille pour attirer ou conserver des centres de décisions

1863 : Henri Germain fonde le Crédit Lyonnais en réaction à l'hégémonie parisienne. Mais en 1882, la filiale parisienne devient le centre de décision.

1880 : La Société Chimique des Usines du Rhône (SCUR) s'installe à Saint Fons. Elle est alors spécialisée dans la chimie des colorants, mais se diversifie petit à petit dans les produits pharmaceutiques. Rhône-Poulenc voit le jour en 1928, grâce à l'alliance entre la SCUR et l'entreprise parisienne des frères Poulenc. Ce qui deviendra un des fleurons de l'industrie lyonnaise développe 3 pôles d'activité : les produits pharmaceutiques, le textile et la chimie.

1999 : La fusion de Rhône-Poulenc avec l'allemand Hoechst donne naissance à Aventis. Les sièges sociaux d'Aventis Pasteur (vaccins) et d'Aventis Crop Science (protection des cultures et amélioration des semences) demeurent à Lyon. Aventis se concentre sur les sciences de la vie et se retire du secteur de la chimie. En 2002, le groupe Bayer rachète Aventis CropScience. Lyon ne conserve que les sièges France et Europe de Bayer CropScience, ainsi que les sièges des activités mondiales de deux divisions de moindre importance : Bayer Environnement Science (hygiène publique) et Bioscience (Biotechnologies).

1990 : C'est la fin de Lyon place Boursière. Pourtant, la région Rhône-Alpes est la première région boursière de France après Paris.

1999 : Renault annonce la cession de RVI-Mack, dont le siège est à Lyon, au constructeur suédois Volvo. Le nouvel ensemble « Volvo Global Trucks » devient le deuxième constructeur mondial de poids lourd après Daimler-Chrysler. Son siège social est désormais en Suède. En 2002, une nouvelle ligne d'assemblage de moteurs de gamme haute (9 à 11 cylindrés) est installée.

1999 : Lors du rapprochement entre le Lyonnais Lipha et l'Allemand Merck pour créer la société de holding Merck-Lipha, il a été décidé de pérenniser le siège français à Lyon.

2001 : Après un an et demi de service, suppression de la ligne Lyon New York qui symbolisait l'ouverture de l'aéroport de Saint-Exupéry à l'international.

Les lieux d'interaction et d'apprentissage : potentiels d'innovation et nouveaux lieux d'influence ?

Quelques exemples dans le domaine de la mode et du textiles

1950 : Naissance de l'Institut Textile de France. L'ITF est un des acteurs le plus actif en matière de R&D car il est engagé dans une vingtaine de projets européens et est reconnu comme le spécialiste des Tissus à usage technique dans le monde entier.

1990 : Création du DESS « Mode et création » de l'université Lyon 2. C'est la seule formation universitaire de ce type et de ce niveau dans le secteur de la Mode. Elle a pour objectif de donner les moyens d'une réflexion sur les faits de mode et de création, pour mieux les évaluer et les gérer. Dans les années 2000, un café associatif, le Café de la Mode, est né à l'initiative de l'Université de la Mode et de ses étudiants pour sortir la mode de son image de superficialité. Il réunit universitaires, étudiants, professionnels et grand public autour d'un sujet qui intéresse la mode avec des débats et des événements.

2000 : Fruit de la fusion de l'Institut Textile de France (ITF) et du Centre Technique des Industries de l'Habillement (Cetih), L'IFTH (l'Institut Français du Textile et de l'Habillement) est le partenaire incontournable de l'évolution technologique du Textile et de l'Habillement. La compétence et la qualification scientifique de ses ressources humaines, la complémentarité de ses centres technologiques, sa réputation d'excellence et ses relations et partenariats à l'International font de l'Institut un maillon indispensable dans les nouveaux enjeux de la Filière Textile-Habillement-Distribution mondiale.

2000 : L'Institut Supérieur TExtile et CHimique de Lyon (ITECH) s'installe sur le site de la Zone d'Enseignement et de Recherche d'Écully, sur 4650 m².

2001 : Création d'un centre technique à vocation nationale dans le domaine de l'infographie et des NTIC appliquées aux métiers du textile et de l'habillement, spécialisé dans la maille.

Quelques exemples dans le domaine bio-médical

1966 : Création du Centre International de Recherche sur le Cancer.

1995 : L'ARTEB, L'Association Rhône-Alpes pour le développement des Technologies Biomédicales, regroupe des hôpitaux, cliniques, laboratoires de recherche et entreprises spécialistes du génie biologique et médical. Sa mission est de favoriser les synergies entre industriels, chercheurs et partenaires économiques pour mener à bien la réalisation de nouveaux projets scientifiques ou technologiques, de concourir à l'information et de tisser un réseau de compétences au service des industriels des technologies biomédicales.

1999 : Le réseau RELYRIS (Réseau Lyonnais de Recherche et Développement en Ingénierie de la Santé), initié sous l'impulsion du Président de l'Université Claude Bernard, rassemble des scientifiques, médecins et industriels. Son objectif est de coordonner et de rendre plus visible les différentes actions de recherche et développement en ingénierie de la santé.

1999 : Première édition de Biovision, forum mondial des sciences du vivant. Cet événement récurrent développe un réseau d'échanges international pour constituer un pôle d'excellence sur les biotechnologies.

Projet : Création d'un BioParc dans le 8^{ème} arrondissement. Il s'agit d'un parc biomédical de niveau européen qui regroupera des activités liées aux appareillages médico-chirurgicaux (capteurs, diagnostics, imagerie, robotique chirurgicale), aux technologies de l'information appliquées à la santé.

Quelques exemples dans le domaine de l'environnement

Années 80 : Née à la suite du premier choc pétrolier, l'Agence régionale RhôneAlpEnergie a été créée pour répondre au besoin d'information, de conseil et d'assistance des collectivités locales en matière d'énergie. Forte de ses 20 années d'expérience dans l'utilisation rationnelle de l'énergie et la promotion des énergies renouvelables, RhôneAlpEnergie a étendu ses compétences au domaine de l'environnement en devenant une nouvelle entité : RhôneAlpEnergie Environnement. L'Agence régionale entend ainsi être un lieu privilégié de réflexion et d'échanges entre les différents partenaires institutionnels, économiques et associatifs concernés par les questions d'énergie et d'environnement. Elle contribue, par son action (colloques, formations, études etc.), à l'émergence de projets dont elle accompagne l'élaboration initiale.

1992 : Le GRAIE (Groupe de Recherche Rhône-Alpes sur les Infrastructures et l'Eau) organise tous les deux ans Novatech, une conférence internationale sur les nouvelles technologies en assainissement fluvial. Ces rencontres réunissent 450 personnes dont près de la moitié d'étrangers (techniciens, scientifiques et responsables des collectivités) et font de Lyon un pôle de compétences en matière de gestion de l'eau reconnu sur le plan international.

2001 : Green Cross International, association internationale pour la protection de l'environnement dont Mikhaïl Gorbatchev est président, inaugure son Bureau Opérationnel à Lyon. En 2002, Green Cross International organise à Lyon les Dialogues pour la Terre pour préparer la conférence de Johannesburg sur le développement durable. Cet événement s'appuie sur la collaboration de très nombreux organismes internationaux (Unesco, Programme des Nations Unies pour l'Environnement...), des ONG françaises et de la Région Rhône-Alpes.

Construire des clusters performants pour une influence ciblée

Pendant que des clichés la décrivent comme une agglomération généraliste, encore figée dans ses traditions, Lyon a su s'imposer sur la scène européenne dans quelques domaines bien ciblés. En l'espace d'une vingtaine d'années, elle a notamment développé deux domaines d'excellence dont l'influence est reconnue sur la scène européenne : le jeu vidéo et l'industrie du savoir. Mais elle ne revendique pas cette position seulement par la concentration de nombreuses entreprises de taille importante, la métropole lyonnaise a su créer de véritables "grappes d'activités", nommées aussi "clusters", qui réunissent certes des entreprises mais aussi des écoles, des laboratoires de recherche, des associations professionnels, des lieux de rencontres et des événements.

Le cluster lyonnais des jeux vidéos atteint une reconnaissance mondiale

1983 : Christophe Sapet et Bruno Bonnell fondent Infogrames, qui devient rapidement leader français du jeu vidéo. Le siège de la société, initialement à Villeurbanne, est désormais à Vaise. En 1999, Infogrames devient numéro 2 sur le marché mondial grâce au rachat de GT Interactive.

1984 : L'école des arts graphiques Émile Cohl développe une pédagogie innovante dans les métiers de la création d'images. Elle délivre un diplôme de dessinateur-concepteur qui offre notamment aux étudiants des débouchés dans l'infographie et la conception de jeux vidéos...

1993 : Electronic Arts, société américaine fondée en 1982, numéro un mondial sur le marché des logiciels ludiques interactifs, choisit d'installer son siège français dans la région lyonnaise. Depuis une dizaine d'années, de nombreuses autres entreprises se créent ou s'installent dans l'agglomération. Elles profitent ainsi de la présence des deux géants, Infogramme et Electronic Arts pour se développer, créer et innover.

1999 : Naissance de Lyon Game, club d'entreprises du jeu vidéo fédérées au sein de l'association Lyon Infocité. Son objectif est d'accompagner le développement des industriels de ce secteur et la valorisation de Lyon comme pôle d'excellence européen dans ce domaine. A son actif, le salon Game Connection rassemble chaque année les plus grands studios de développement européens et éditeurs mondiaux en rivalisant avec son homologue américain : l'E 3 de Los Angeles.

2000 : Création de LyonGame.com pour favoriser les échanges entre les acteurs des loisirs interactifs lyonnais pour les accompagner dans leur développement. Cette association est issue d'un partenariat entre une association professionnelle Lyon Infocité et les acteurs publics, le Grand Lyon et l'Aderly.

2003 : Le Palais des Congrès de Lyon organise la finale de la Coupe de France des jeux vidéos. La société parisienne Ligarena a en effet choisi Lyon pour sa réputation de "ville majeure du jeu vidéo en France".

2003 : Infogrames invite la presse à la première présentation de "Enter the Matrix", le jeu qui accompagne la sortie de "Matrix Reloaded". Cette collaboration renforce les liens déjà étroits entre l'univers des jeux vidéo et celui du cinéma. En 2003, un nouveau tournant survient dans la société : Infogrames renaît sous la marque Atari, qu'il avait rachetée en 2001. Atari, inventeur de « pong » (un des tout premiers jeux d'arcade) en 1972, jouit d'une notoriété internationale et d'une excellente réputation. Pour le groupe lyonnais, ce changement de nom est l'occasion de rebondir et d'ambitionner une place de leader mondial.

Le cluster lyonnais de l'industrie du savoir se construit progressivement en développant des synergies locales

Années 1980 : Le terme d'« archivage électronique » est peu à peu remplacé par celui de la gestion électronique des données ou « GED ». Dans les années 90 ce marché commence à croître en même temps que celui de la gestion des connaissances (Knowledge Management) et du e-learning.

1996 : Quatre professionnels engagés dans des activités autour des technologies de l'information créent un groupe de travail, Lyon infocité, qui se donne pour but d'accompagner les acteurs des technologies de l'information dans la région lyonnaise. L'association rassemble une centaine d'adhérents aujourd'hui et favorise les échanges entre une multitude d'entreprises, petites ou grosses, impliqués dans l'industrie du savoir.

1996 : L'association Doc Forum est au cœur du cluster et fédère des universités, associations, collectivités territoriales et entreprises autour des questions de création, de transmission et d'acquisition du savoir. Elle organise chaque année un colloque, des journées d'étude et anime le réseau des acteurs de l'industrie des savoirs en Rhône-Alpes.

1997 : La société américaine Cincom, spécialisée dans la Ged, s'implante dans l'agglomération lyonnaise suite au rachat de Chemdata, alors leader de la gestion documentaire. Le laboratoire de recherche et développement du groupe est basé à Lyon.

1998 : La société Synergie 3R est une start-up lyonnaise qui devient rapidement un des leaders dans l'édition des progiciels appliqués à la formation et à la gestion des compétences. Malheureusement, confrontée à un marché très concurrentiel et exigeant en R&D, elle est mise en liquidation judiciaire en 2003.

2000 : Lancement des campus numériques à l'initiative du ministère français de la recherche. Des écoles et universités lyonnaises telles que l'Enssib, l'Insa, l'ENS et l'Em Lyon s'y impliquent activement.

2001 : La société Ever Team est née de la fusion au 30 juin 2001 des sociétés MC2 fondée en 1977, de Creativ'System Informatique en 1983, de EVER SA fondée en 1990 et de Teamtech. Elle est actuellement le premier pôle français de fournisseurs de solutions dans le domaine de la Gestion de Documents et de Contenu.

2003 : En préfiguration du sommet mondial qui aura lieu à Genève sur ce thème, Lyon organise un colloque sur la société de l'information, avec des conférences des maires des grandes villes internationales consacrées à l'économie des savoirs.

ENJEUX METROPOLITAINS ET GOUVERNANCE

Enjeux métropolitains : les dimensions sociales et environnementales

Le développement métropolitain de l'agglomération a toujours été lié à de fortes crises sociales et environnementales. En effet, si elle est souvent facteur de dynamisme économique, la concentration métropolitaine peut aussi engendrer un certain mal-être de populations fragilisées par les conditions de vie qui en découlent. Ce malaise social semble aussi bien provenir de problèmes de cohabitation, d'insécurité, de précarisation du travail, que de la dégradation du cadre de vie. Quelles sont les solutions envisagées par les politiques ? La métropole lyonnaise cherche à construire ses propres réponses adaptées à son contexte : interventions publiques, expérimentations, partenariats. La société civile et les associations jouent d'ailleurs souvent un rôle important dans la gestion de ces crises.

Lyon face aux enjeux sociaux

1831 : Révolte des Canuts. A la suite de cette émeute qui a duré un mois, un mode de gestion du rapport salarial et un modèle social consensuel sont mis en place pour éviter ces violences.

1892 : La chronique sociale propose des stages de formation continue dans le domaine du « développement personnel » et du « renforcement de l'efficacité collective ».

1912 : Un médecin lyonnais, féru d'anthropométrie, crée le premier laboratoire de police scientifique. Depuis lors, la ville de Lyon possède une vraie tradition de police scientifique. En 1995, Charles Pasqua choisit d'y décentraliser le Centre national de la police technique et scientifique. C'est là que doit être constitué un fichier d'empreintes ADN des condamnés et des suspects, qui permettra d'identifier rapidement aussi bien les grands criminels que les petits délinquants. Quelque 10 000 empreintes génétiques sont recensées actuellement, l'objectif étant de parvenir à 150 000 d'ici fin 2004.

1931 : Les travaux sont terminés dans le quartier des États-Unis. L'architecte Tony Garnier a conçu un programme de logements sociaux respectant des principes innovants : exposition maximale aux rayons du soleil, façades dénuées d'ornementation, axes piétonniers avec fleurs et verdure.

1950 : Des bidonvilles abritent encore dans l'agglomération les travailleurs étrangers et les Français d'Algérie. Les associations se mobilisent et des cités de transit sont construites en périphérie pour les héberger dans de meilleures conditions.

1960 : Inauguration du quartier de la Duchère qui loge les ouvriers du site industriel de Vaise et les rapatriés d'Algérie.

1982 : Les Minguettes deviennent un des symboles nationaux emblématiques de la crise des banlieues.

1985 : Habitat et Humanisme est un mouvement d'inspiration chrétienne qui lutte contre l'exclusion et l'insalubrité dans la ville. Il construit et réhabilite des logements afin de permettre à des familles en difficulté d'accéder à un habitat décent, à faible loyer.

1993 : Le Centre de Ressources et d'Échanges pour le développement Social et Urbain est créé à l'initiative de plusieurs partenaires de la politique de la ville en Rhône-Alpes. Il a pour mission "la qualification et la dynamisation des acteurs" de la politique de la ville et du développement local, grâce à la publication d'une revue trimestrielle, à des cycles de rencontres, des ateliers et des groupes de travail sur une thématique commune.

1994-1998 : Lyon s'engage dans un Contrat de Ville, sous forme de contrat avec l'Etat. Il associe également les organismes HLM, les sociétés de transport et d'autres partenaires. Tous ces partenaires s'engagent dans une démarche de mise en œuvre d'actions concertées pour améliorer la vie des habitants dans les quartiers en difficulté et prévenir les risques d'exclusion.

1998 : L'association "le passe-jardins" voit le jour dans le but de "créer des jardins pour créer du lien social". Elle promeut toutes les formes de jardins partagés et solidaires : jardins familiaux de développement social, jardins communautaires, jardins d'insertion sociale et jardins pédagogiques. Ces jardins ont en commun le sens du partage, du lien social retrouvé, de la créativité et du respect de l'environnement.

2000 : L'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme (ANLCI) est un groupement d'intérêt public mis en place pour appuyer la loi d'orientation relative à la lutte contre l'exclusion. Elle doit fédérer les actions menées par l'Etat, les collectivités locales et les entreprises en matière de lutte contre l'illettrisme.

2002 : 7^{ème} édition de la "Biennale Europe Travail Emploi", une rencontre organisée par Le Laboratoire Social d'Actions d'Innovations de Réflexions et d'Échanges (LASAIRE) qui ambitionne de favoriser les échanges entre acteurs économiques, sociaux et politiques. Cet objectif suppose la mise en évidence de la dimension macroéconomique dans le débat social des stratégies économiques, en France comme dans l'espace européen.

2003 : Ouverture à Vaulx-en-Velin d'un multiplexe Pathé et d'un pôle de loisirs, qui redynamise ainsi l'offre culturelle à la périphérie de la ville.

Lyon face aux enjeux environnementaux

1961 : Lyon devient une des villes précurseurs pour la surveillance de la qualité de l'air en effectuant ses premières mesures. Il existe actuellement 49 sites de mesures, un labo de métrologie et deux stations mobiles performantes.

1964 : Implantation de la raffinerie de Feyzin. En 1966, une sphère de propane y explose, entraînant la mort de onze pompiers.

1968 : Jacques Martinat crée avec une équipe d'ingénieurs la société Métravib (Mesure et TRAitement des Vibrations et du Bruit), spécialisée dans la chasse aux nuisances sonores. Depuis, la société est détenue par le groupe Technicatome et est devenue une référence internationale.

1978 : L'Insa de Lyon est la première école d'ingénieurs à se doter d'un département dédié au génie énergétique et à l'environnement. Cet institut dispose également d'un Master de management de l'environnement. Au total, une cinquantaine de formations environnementales sont référencées en région lyonnaise.

1979 : Formation du Coparly (Comité de contrôle de la pollution atmosphérique dans le Rhône et la région lyonnaise) à l'initiative de l'Etat, des collectivités locales et des industriels. Installé à Vaulx-en-Velin, il évalue le taux de pollution dans l'air grâce à 50 stations et 130 analyseurs dans le Rhône. La diversité d'origine de ses membres (associations, élus, industriels, scientifiques) garantit son indépendance.

1992 : Adoption de la première charte (1992-1995) d'écologie urbaine du Grand Lyon qui initie une planification et une mise en oeuvre d'une politique environnementale. Elle vise à assurer la cohérence des actions entreprises au service de l'environnement. L'avancée de ces actions est suivie et évaluée par l'Observatoire de l'Environnement.

1997 : Signature de la deuxième charte d'écologie urbaine du Grand Lyon. Elle reprend le volet environnemental de l'Agenda 21 du Grand Lyon, planifie 103 actions réparties sur 10 thèmes (territoires urbains, territoires périurbains, eau, déchets, air, bruit, énergie, risques, observation et information).

1993 : La Charte "Au service de la cité", signée entre la COURLY et EDF, prévoit des mesures pour lutter contre la pollution atmosphérique et pour l'utilisation rationnelle de l'énergie. Quatre objectifs prioritaires sont définis : améliorer la qualité de la vie, utilisation rationnelle de l'énergie, promotion de la fonction d'Eurocité, développement de la solidarité.

1993 : Jacques Martinat lance le Comptoir de la Technologie, axé sur la recherche en matière de réduction des bruits, avec notamment un produit révolutionnaire destiné aux riverains d'aéroport : le bruit des avions est perçu avec une intensité de - 13 dB soit 100 fois moins forte grâce à un système "anti-bruit". Quatre grandes structures nationales spécialisées dans l'acoustique ont leur siège dans l'agglomération : Métravib et OI DB, Vibratex et Acouphen.

1995 - 2000 : Multiplication des associations militant pour la préservation de l'environnement urbain et le développement d'alternatives au transport urbain en voiture. Elles font du lobbying auprès des élus, de la formation, de l'information, des actions de sensibilisation. Citons parmi elles Le "Regroupement pour une ville sans voiture", "La Ville à vélo", "Graine", "Robin des Villes", "Pour une Croix-Rousse sans Voiture", ou encore "Vélos et Chemins de Traverse"

1996 : L'association Appel fédère et contribue au développement économique d'une soixantaine d'éco-entreprises de Lyon. Des groupes de travail sont mis en place sur les thèmes de l'éco-management, des sols pollués et de l'analyse des mesures. Deux autres sont à venir : le premier sur l'acoustique et le second sur la question de la santé et de l'environnement.

1996 : Mise en place de la collecte sélective des déchets par le Grand Lyon dans trois communes de l'agglomération. Elle concerne 300 000 habitants à la fin de l'année 1998 et plus de 800 000 habitants à la fin de l'année 2000. Cette collecte permet la récupération des déchets recyclables produits par les particuliers (bouteilles plastique, boîtes métalliques, papiers et cartons).

1997 : Une pollution de la Saône provoque la mort de cinq tonnes de poissons, au nord de Lyon. Roussel-Uclaf reconnaît le déversement accidentel d'une solution aqueuse contenant de la soude.

1997 : Le Comité du syndicat des transports de l'agglomération lyonnaise (Sytral) adopte un Plan de Déplacement Urbain (PDU), sensé réduire d'ici à 2010 les déplacements automobiles de 3 à 8%. La mise en oeuvre de ces aménagements dans la presqu'île a fait baisser la circulation de 10 000 véhicules par jour.

1998 : Lyon est classé en tête des villes françaises pour le nombre de jours par an où la qualité de l'air est mauvaise.

1999 : Signature de la Charte du vélo. Ce document constitue un engagement politique reconnaissant le vélo comme moyen de transport urbain à part entière. Il s'articule au schéma directeur Vélo, qui prévoit notamment l'extension des pistes cyclables (au 1er janvier 2001, le réseau compte 210 km de voiries aménagées).

1999 : Alertes au saturnisme à Villefranche-sur-Saône. Une enquête environnementale montre une forte concentration en plomb dans les poussières entre 300 et 600 mètres autour de l'usine Metaleurop, spécialisée dans le retraitement des batteries de voitures, industrie à fort rejet en plomb. L'usine s'avère pourtant conforme aux normes.

1999 : Le réseau Atmo est constitué de 39 associations de surveillance de la qualité de l'air réparties sur toute la France, dont fait partie le COPARLY .

2000 : Lyon accueille la conférence internationale sur l'effet de serre.

2001 : Lyon devient un pôle européen de l'environnement reconnu : près de 700 entreprises se partagent 6 domaines : lutte contre le bruit, dépollution des sols, énergies renouvelables, traitement de l'air, traitement des déchets, et protection de l'eau.

2001 : La préfecture de région adopte le Plan Régional pour la Qualité de l'Air (PLQA), document cadre d'orientation des politiques d'environnement qui fixe des objectifs précis pour protéger la population. L'objectif prioritaire est de faire diminuer de 20% les émissions de dioxyde de soufre (provenant à 80% des activités industrielles) d'ici 2003. Ce plan définit dix orientations autour de quatre axes (développement de la surveillance de la qualité de l'air, réduction des effets de la pollution sur la santé et l'environnement, maîtrise et réduction des pollutions).

2002 : La dix-huitième édition du salon des industries et de l'environnement, Pollutec, attire un nombre particulièrement important d'hommes politiques parmi les 62 500 visiteurs. Cette prise de conscience pro-écologie survient dans le contexte des deux naufrages consécutifs de l'Erika et du Prestige. La région rhônalpine investit chaque année 31 millions d'euros pour la protection de l'environnement.

2003 : Lyon souhaite créer un tribunal international de l'Environnement d'ici 2010. A l'initiative d'un groupe de juristes lyonnais, ce projet de cour entend punir les agissements ayant provoqué une catastrophe ou un accident écologique majeur, les pollutions, les dégradations ou les atteintes à la diversité biologique. La charte fondatrice de la future institution est en cours de rédaction.

La construction difficile d'une gouvernance métropolitaine

La gouvernance est "la capacité des sociétés humaines à se doter de systèmes de représentation, d'institutions, de processus, de corps sociaux, pour se gérer elles-mêmes dans un mouvement volontaire". Beaucoup insistent sur l'urgence de faire évoluer les modes de gouvernance, notamment à l'échelle métropolitaine pour faire face aux enjeux de développement actuel. Dans le contexte français, la métropole lyonnaise a souvent su anticiper et parfois même innover dans ce domaine. Pourtant, le système politique et administratif national reste très prégnant. Afin d'avancer dans la recherche du mode de gouvernance qui lui convient, Lyon continue à s'ouvrir sur ses partenaires européens à la recherche d'idées nouvelles ou même de soutiens.

Rappel historique sur les premières institutions lyonnaises

1320 : La ville s'affranchit de la tutelle ecclésiastique : une nouvelle charte de l'archevêque permet aux Lyonnais de nommer leurs consuls qui exercent le pouvoir municipal. Le pouvoir royal est assuré localement par le gouverneur et ses intendants.

1702 : La Chambre de Commerce de Lyon voit le jour avec une fonction de représentation des acteurs économiques.

1789 : Le premier maire de Lyon est élu et est soumis à l'autorité préfectorale, c'est la fin du Consulat de Lyon.

1793 : Depuis le soulèvement de Lyon contre l'autorité des représentants de la Convention, les Lyonnais conserveront deux traits identitaires forts : le modérantisme et l'affirmation d'une autonomie vis-à-vis de Paris.

1884 : Le Conseil Municipal est élu au suffrage universel et le maire, élu par ce conseil, exerce une fonction exécutive.

Il n'existe actuellement pas de gouvernement métropolitain ayant un réel pouvoir et une réelle stratégie sur le territoire de l'aire urbaine de Lyon. La montée en puissance du Grand Lyon (organisation, compétences, budget, stratégies formalisées...) est la voie actuellement choisie mais d'autres méritent peut-être d'être explorées. Face aux mêmes enjeux d'autres villes européennes (présentés en parallèle dans la chronologie) trouvent d'autres réponses à une question commune : quel développement politique des métropoles ?

Métropole lyonnaise	Contexte français	Autres métropole européennes
1957 : Création de la SERL (Société d'Équipement du Rhône et de Lyon), une société d'économie mixte qui associe une filiale de la Caisse des Dépôts (SCET) à 49%, le Conseil Général du Rhône à 20%, la ville de Lyon à 20% et la commune de Villeurbanne à 11%. Cette société a contribué à de nombreux aménagements importants de l'agglomération (ZUP de Vénissieux, de la Duchère ou de Vaulx-en-Velin).		
1961 : L'Atelier d'urbanisme de la ville de Lyon (Aturvil) est créé à l'initiative du Ministère de la Construction pour mettre en œuvre de nouvelles politiques de planification urbaine. En 1962, l'Aturvil et la Direction Départementale de la Construction rédigent le premier Plan d'Aménagement et d'Organisation Générale de la Région Lyonnaise.		
1964 : Lyon est une des 8 métropoles d'équilibre définie par la DATAR pour contrebalancer la centralisation parisienne.		

Métropole lyonnaise	Contexte français	Autres métropole européennes
		<p>1965 : Création de Umland Verband Frankfurt, premier exemple en Europe de coopération intercommunale intégrée en première forme de parlement métropolitain. L'échec de ce système parlementaire conduit à l'abolition en 2000 de l'Umland Verband qui est remplacé par un syndicat de planification métropolitaine.</p>
	<p>1966 : Les Communautés Urbaines ont le statut d'établissement public administratif et ont pour rôle la gestion solidaire et rationnelle des services publics, le développement urbain et la réalisation de grands équipements d'agglomération.</p>	
<p>1969 : La Communauté Urbaine de Lyon (COURLY) se met en place avec un Conseil de Communauté composé des conseillers municipaux désignés par les 55 communes qui en font partie. Elle est dotée de compétences en matière de voirie, de transport urbain, d'assainissement, de ramassage et de traitement des déchets ménagers, de distribution d'eau. Elle délègue l'exécution de certains de ces services à des organismes extérieurs.</p>		
<p>1972 : La CCI de Lyon conserve son rôle de représentation du monde de l'entreprise et de formation mais développe de nouvelles fonctions en matière de développement économique.</p>		<p>1966-1978 : En République Fédérale d'Allemagne, fusion des communes pour passer de 24 304 à 8 505 communes.</p>
<p>1974 : La Conférence de la Région Urbaine de Lyon est initiée par le Préfet de région et quelques élus pour que les principaux responsables politiques et socio-économiques de l'aire urbaine se concertent de manière informelle.</p> <p>1974 : Création de l'ADERLY (Agence pour le Développement de la Région de Lyon). Cette association loi 1901 regroupe la Communauté Urbaine, le Conseil Général du Rhône, la CCI, le Groupement Interprofessionnel Lyonnais et la structure locale du CNPF.</p>		
<p>1979 : L'Aturvil devient Agence d'Urbanisme de la Communauté Urbaine de Lyon et tente d'affirmer les compétences de maître d'ouvrage de la collectivité locale sur les projets d'urbanisme. C'est la fin de la tutelle administrative et fonctionnelle de l'Etat, anticipant ainsi les lois de décentralisation de 1982.</p>		<p>1979 : Margaret Thatcher privatise de nombreux services publics et renforce la centralisation des pouvoirs. L'Etat britannique joue par exemple un rôle très actif dans la définition des stratégies des villes. Ces dernières voient leurs compétences limitées aux services de proximité et aux actions partenariales avec le secteur privé.</p>

Métropole lyonnaise	Contexte français	Autres métropole européennes
<p>1983 : Dans un contexte de décentralisation vers les Régions, la Communauté Urbaine de Lyon renforce ses compétences en matière de planification et gère son Plan d'Occupation des Sols (POS) ainsi que son Schéma Directeur (SD).</p>	<p>1982-1983 : Les lois de décentralisation reconnaissent aux collectivités locales davantage de compétences, les dotent de plus de moyens et de libertés dans leur gestion. Ce sont les Régions, collectivités locales récentes, qui sont au cœur du dispositif de décentralisation et de contractualisation avec l'Etat. Ce dernier assure ainsi une cohérence globale et maîtrise encore très largement le respect des orientations qu'il a défini depuis Paris.</p>	
<p>1985 : Le Syndicat d'Études et de Programmation de l'Agglomération Lyonnaise (SEPAL) est créé pour gérer la révision du Schéma Directeur. Il regroupe des élus représentants de la Communauté Urbaine et de 6 communes extérieures. La consultation de quelques partenaires extérieurs (CCI, syndicats professionnels) est limitée.</p>		<p>1985 : Les Conseils de Comté sont abolis au Royaume-Uni. Les communes sont donc les seuls échelons locaux d'exercice du pouvoir. Elles doivent gérer les services locaux de manière efficace et, pour cela, mettent en place de nouvelles formes de coopération intercommunales pour remplacer les Conseils de Comté.</p>
		<p>1986 : Lyon, avec Birmingham, Francfort, Milan, Rotterdam et Barcelone, fonde le réseau des Eurocités pour renforcer les échanges et la coopération entre les villes et mieux faire entendre leur voix auprès des instances nationales et internationales. Aujourd'hui, près de 100 métropoles de 26 pays appartiennent à cette association</p>
<p>1989 : Michel Noir est élu à la mairie de Lyon et réorganise le fonctionnement de la Communauté Urbaine. Les compétences sont centralisées autour d'un cercle restreint de vice-présidents.</p>		
<p>1992 : La communauté urbaine change de nom pour devenir le Grand Lyon. C'est surtout à partir de cette date que le Grand Lyon devient un véritable acteur stratégique de poids. Il se dote d'une image, d'une nouvelle organisation et d'une stratégie que son budget de plus en plus important permet de financer.</p> <p>1992 : Adoption finale du Schéma Directeur Lyon 2010, qui donne au Grand Lyon une réelle stratégie formalisée pour l'ensemble de son territoire.</p> <p>1992 : Le Grand Lyon crée sa Direction des Affaires Économiques et Internationales (DAEI) pour lier les projets d'aménagement au développement économique (sites d'activité, infrastructure...).</p>	<p>1992 : Une nouvelle loi d'orientation relative à l'Administration Territoriale de la République vise à déconcentrer les services de l'Etat sous l'autorité des préfets. Dans le même temps, les communautés urbaines acquièrent des compétences en matière de développement économique.</p>	<p>1992 : L'Italie vote une nouvelle loi définissant les aires métropolitaines mais elle n'est pas appliquée.</p> <p>1992 : Naissance de Bilbao Metropoli 30, une petite structure d'interface pour élaborer un plan de revitalisation de l'aire métropolitaine. Sa démarche est fondée sur la participation, l'incitation et l'évaluation.</p>

Métropole lyonnaise	Contexte français	Autres métropole européennes
<p>1992 : La première Charte d'écologie urbaine du Grand Lyon est adoptée. Elle planifie et coordonne les différentes actions au service de l'environnement.</p> <p>1992 : Le Plan Bleu, voté en conseil de communauté, pourvoit le Grand Lyon et les communes d'un schéma global d'aménagement des fleuves et plans d'eau. Cet outil prospectif permet de planifier et de budgéter de nombreuses actions d'aménagement des berges, de protection des sites...</p>		
		<p>1993 : Création de l'Association du Plan Stratégique de Barcelone pour animer la démarche stratégique initiée en 1988 avec la mise en place et la diffusion d'un nouveau processus de planification métropolitaine.</p>
<p>1994-1998 : Lyon s'engage dans un Contrat de Ville, sous forme de contrat avec l'Etat. Il associe également les organismes HLM, les sociétés de transport et d'autres partenaires. Tous ces partenaires s'engagent dans une démarche de mise en œuvre d'actions concertées pour améliorer la vie des habitants dans les quartiers en difficulté et prévenir les risques d'exclusion.</p> <p>1994 : La Charte de la Région Urbaine de Lyon (RUL) est élaborée pour proposer un nouveau mode de gouvernance sur l'ensemble de l'aire urbaine de Lyon, sous forme de concertation entre le Grand Lyon, les départements du Rhône, de la Loire, de l'Ain, de l'Isère et l'Etat. Malheureusement, privée de pouvoir décisionnel direct, la Charte n'est pas réellement appliquée de manière opérationnelle. La RUL subsiste néanmoins en tant qu'instance de rencontres et d'échanges sur les problématiques des fonctions métropolitaines.</p>		<p>1994 : Mise en place du Verband Region Stuttgart, réel parlement métropolitain élu au suffrage universel direct. Il intervient sur un territoire regroupant trois millions d'habitants, 179 communes et 5 "Kreise" avec des compétences larges en matière de planification, de transport ou de développement économique.</p>
<p>1995 : Raymond Barre (UDF) est élu Maire de Lyon et Président de la Communauté Urbaine. L'exécutif communautaire, qui n'est pas élu au suffrage universel direct, est ouvert par Raymond Barre à des membres du Parti Socialiste. La recherche de consensus est un des fondements du nouveau mode de régulation politique mis en place avec la volonté de dépasser les antagonismes inter-institutionnels et de consulter davantage la société civile..</p>		<p>1995 : Le gouvernement incite les trois grandes villes du Royaume Uni à mettre en place une démarche de planification et de partenariats associant sur différentes thématiques tous les acteurs concernés, publics et privés. Un nouveau mode de gouvernance émerge dans ces métropoles et se développe dans d'autres villes.</p>

Métropole lyonnaise	Contexte français	Autres métropole européennes
<p>1995 : Des premières instances participatives de quartier sont initiées dans l'agglomération lyonnaise. La ville de Villeurbanne est pionnière dans ce domaine et ses conseils de quartiers disposent même d'un budget de près de 22 000 € pour financer des actions concrètes visant à améliorer la vie quotidienne des citoyens.</p>		
		<p>1996 : Création du Réseau des Régions et des Aires Métropolitaines d'Europe (METREX) avec des objectifs similaires à ceux d'Eurocités.</p>
<p>1997 : Le Syndicat des Transports de l'Agglomération Lyonnaise (SYTRAL) adopte le premier PDU (Plan de Déplacement Urbain) avec pour objectif de réduire la circulation automobile.</p> <p>1997 : Sous l'impulsion de Raymond Barre, la Mission Prospective et Stratégie d'Agglomération impulse la réflexion à long terme sur le développement métropolitain, de manière transversale par rapport aux services sectoriels existants. Elle lance la démarche Millénaire 3 qui vise à élaborer le projet d'agglomération, rompt avec la planification stratégique classique et s'ouvre à de nouveaux acteurs et au débat public par le biais de « journées de prospective », de publications, de groupes de travail et d'une volonté constante d'animer les réseaux de la société civile.</p> <p>1997 : Le Grand Lyon lance une démarche consultative et partenariale pour élaborer un Schéma de Développement Économique (SDE). En 2000, un document est publié qui synthétise les orientations choisies.</p>		
<p>1998 : Le Plan d'Action Technopole est voté par le Conseil de la Communauté urbaine de Lyon. Il fixe les grandes lignes d'une nouvelle politique de développement économique fondé sur le soutien à l'innovation et à la création d'entreprises, sur le développement de pôles de compétences distinctifs et sur le renforcement de certains territoires.</p>		<p>1998 : Le conseil municipal de Munich adopte un Plan de Développement Urbain, élaboré avec la participation des groupes d'intérêt et des citoyens.</p> <p>1998 : L'adoption du plan stratégique de Leeds (Leeds Vision) est une des étapes clés de la nouvelle démarche stratégique portée par Leeds Initiative depuis 1990. Cette structure regroupe les différents partenariats de la ville et mobilise de manière active les différents acteurs de la ville et les habitants.</p>

Métropole lyonnaise	Contexte français	Autres métropole européennes
<p>1999 : Pour activer la coopération entre les institutions, la CCI mobilise certains partenaires de la RUL sur un thème spécifique et porteur, celui de la logistique. L'association Alliance Logistique Région Urbaine de Lyon est créée avec 75 membres, entreprises et institutions publiques.</p>	<p>1999 : La Loi relative au renforcement et à la simplification de la coopération intercommunale (« loi Chevènement ») permet entre autres aux communautés urbaines d'acquies de nouvelles compétences (sport, culture...) et donc de mettre en place des politiques globales de développement financées grâce à la perception de l'ensemble de la Taxe Professionnelle (TPU).</p> <p>1999 : La Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (« loi Voynet ») soutient le développement des territoires urbains en s'appuyant sur des Projets d'Agglomérations qui définissent des orientations pour le développement économique, social et environnemental.</p>	<p>1999 : La ville d'Utrecht adopte son premier Plan de Développement Urbain Intégré. L'Etat néerlandais avait en effet subordonné ses financements à l'adoption de ce type de projets de développement dans 25 grandes villes.</p> <p>1999 : En Italie, une nouvelle loi vise à mettre en place des « villes métropolitaines », après l'échec de 1992. Des projets sont initiés dans un certain nombre de villes italiennes comme Turin et Venise.</p>
<p>2000 : Suite à un travail d'étude mené par la Préfecture de la Région Rhône-Alpes, le Comité Interministériel d'Aménagement et de Développement du Territoire engage une DTA (Directive Territoriale d'Aménagement) sur l'aire métropolitaine de Lyon. La DTA doit concrétiser par des projets concrets les orientations de l'Etat pour le développement de la métropole selon 5 axes (positionnement international, développement équilibré, cohésion sociale, protection des personnes et des biens face aux risques naturels et technologiques, garantie de la fluidité des échanges nationaux et internationaux).</p>	<p>2000 : La loi SRU (Solidarité et Renouveau Urbain) fournit aux villes un nouveau cadre pour intégrer davantage leurs politiques de développement vers plus de cohérence entre l'urbanisme, le logement et les transports. Les Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) viennent remplacer les Schémas Directeurs et les Plan Locaux d'Urbanisme (PLU) se substituent aux POS, dans cette même logique d'intégration.</p>	<p>2000 : Au Royaume Uni, le Local Government Act incite de nouveau les villes à lancer des démarches stratégiques et à travailler en partenariat.</p> <p>2000 : En Espagne, des associations de communes permettent de créer le Grand Barcelone, le Grand Madrid et le Grand Valence.</p>
<p>2001 : Le Grand Lyon crée son Conseil de Développement, organisme consultatif permanent auprès du Conseil de Communauté. Il répond aux orientations de la loi Voynet et s'intègre dans la démarche Millénaire 3 initiée localement par le Grand Lyon. Outil de débat, de veille stratégique et de proposition, il est saisi de toute question relative à la stratégie de développement de l'agglomération. Il réunit des représentants des milieux économiques, sociaux, universitaires et religieux mais aussi de tous les citoyens volontaires.</p>		<p>2001 : Installation de la Région de Hanovre, une instance métropolitaine élue au suffrage universel direct. Le "Kreis" (département allemand) est supprimé et ses compétences sont réparties entre l'échelon métropolitain et l'échelon communal.</p>
<p>2003 : La Charte de la Participation du Grand Lyon est votée. Issue des réflexions du Conseil de Développement, elle est signée par le Président du Grand Lyon, le Directeur Général des Services et le Président Délégué du Conseil de Développement. Elle définit les principes, les objectifs et les modalités de suivi de la concertation dans toutes les politiques et les projets du Grand Lyon.</p>		